

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2151

4 septembre 2013

SOMMAIRE

A86 LG S.à r.l.	103206	Danir D S.A.	103211
Alianza Iberian Private Equity (Luxembourg-One) S.A.	103208	DB Capital Investments Sàrl	103211
Altice Africa S.à r.l.	103204	Deloro Holdings (Lux) S.à r.l.	103209
Altice Securities S.à r.l.	103204	Delta AK S.à r.l.	103209
AMO Holding 10 S.A.	103205	Devos S.A.	103209
AMO Holding 11 S.A.	103205	Dienstleistung rund um's Pferd	103210
AMO Holding 12 S.A.	103205	Dragon S.A.	103210
AMO Holding 13 S.A.	103205	Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A.	103244
AMO Holding 15 S.A.	103205	Légère Hotel Luxemburg S.A.	103206
AMO Holding 16 S.A.	103205	Les Cairns S.A.	103207
AMO Holding 18 S.A.	103206	Lucimo	103207
AMO Holding 18 S.à r.l.	103206	LuxCo 8 S.à r.l.	103207
Andante S.A.	103206	Lux Diversity S.A.	103207
AVERE ASSET Mgmt S.A.	103206	Lux Etoile H.S.F. Immobilier	103207
BAS Investment S.A.	103206	Lux Etoile H.S.F. Immobilier	103207
B.B Immo S.à r.l.	103208	Prata Investments S. à r.l.	103202
Beldico Holdings S.A.	103208	Qual-It S.A.	103202
Best House S.A.	103211	Réalisation Immobilière Industrielle	103202
Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) IV S. à r.l.	103208	Soluprint S.A.	103202
Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) IV S. à r.l.	103210	TOD'S Luxembourg S.A.	103202
BioTechCube (BTC) Luxembourg	103210	Toiture Rosch S.à r.l.	103202
B.L.V. Lux S.A.	103206	Tosseng S.à r.l.	103203
BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial	103244	Tosseng S.à r.l.	103203
Bond Midco S.à r.l.	103212	Tous Travaux Lux S.à r.l.	103203
Boulevard Saint Germain S.A.	103211	True Holding 1 S.C.A.	103203
BP Capellen S.à r.l.	103248	True Holding 2 S.C.A.	103203
Brixon International S.à r.l.	103248	two 6 two HOME S. à r.l.	103204
Casa de Vinos S.à r.l.	103208	two 6 two HOME S. à r.l.	103204
CCP III UK Shopping S.à r.l.	103209	Watchtech S.à r.l.	103204
CHLJ Holding S.A.	103209	WiCo 1	103203
		WiCo 2	103204

Prata Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 518.400,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 138.511.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097215/9.

(130117865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Qual-It S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5573 Remich, 4, Montée Saint-Urbain.

R.C.S. Luxembourg B 99.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097222/9.

(130117850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Réalisation Immobilière Industrielle, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 64.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097229/9.

(130117388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Soluprint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 142.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097257/9.

(130117791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

TOD'S Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 4, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 110.496.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097334/9.

(130117500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Toiture Rosch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 27, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097335/9.

(130117401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tosseng S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5443 Rolling, 26, rue d'Assel.

R.C.S. Luxembourg B 45.881.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097337/9.

(130118129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tosseng S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5443 Rolling, 26, rue d'Assel.

R.C.S. Luxembourg B 45.881.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097338/9.

(130118130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tous Travaux Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3429 Dudelange, 208, route de Burange.

R.C.S. Luxembourg B 118.807.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097339/9.

(130117139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

True Holding 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 159.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097342/9.

(130118192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

True Holding 2 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 159.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097343/9.

(130118190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

WiCo 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.808.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097370/9.

(130117586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

WiCo 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 157.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097371/9.

(130117587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Watchtech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 90.584.

Les comptes annuels au 22 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097372/9.

(130117460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

two 6 two HOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 126.195.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097436/9.

(130118245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

two 6 two HOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 126.195.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097437/9.

(130119078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Altice Africa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 150.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097497/9.

(130119014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Altice Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 145.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097499/9.

(130119090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 10 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.573.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097501/9.

(130118309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 11 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097502/9.

(130118308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 12 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097503/9.

(130118307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 13 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097504/9.

(130118339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 15 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097506/9.

(130118337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

AMO Holding 16 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097507/9.

(130118395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

**AMO Holding 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. AMO Holding 18 S.A.).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 135.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097509/9.

(130118393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Andante S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 75.948.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097512/9.

(130118688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

**AVERE ASSET Mgmt S.A., Société Anonyme,
(anc. BAS Investment S.A.).**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 147.282.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097532/9.

(130119173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

A86 LG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 170.642.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097536/9.

(130118774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

B.L.V. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 104.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097539/9.

(130118517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Légère Hotel Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 11, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 48.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098036/9.

(130118833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Les Cairns S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 163.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098072/9.

(130118639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

LuxCo 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098080/9.

(130118247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Lucimo, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 169.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098105/9.

(130118524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Lux Diversity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 95.747.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098107/9.

(130119559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Lux Etoile H.S.F. Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 82.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098108/9.

(130118553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Lux Etoile H.S.F. Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 82.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098109/9.

(130118554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Alianza Iberian Private Equity (Luxembourg-One) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 93.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2013097491/11.

(130119100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

B.B Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 31.752.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Domiciliaire

Référence de publication: 2013097538/11.

(130118876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 165.957.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Un gérant

Référence de publication: 2013097551/11.

(130119400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Beldico Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 132.055.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Domiciliaire

Référence de publication: 2013097571/11.

(130118456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Casa de Vinos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8086 Bertrange, 44, Am Wénkel.
R.C.S. Luxembourg B 172.356.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097602/10.

(130118685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

CHLJ Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 114.229.

Les comptes annuels au 31/12/2011 de la Société CHLJ Holding S.A., Société anonyme ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097676/11.

(130119109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Deloro Holdings (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 96.901.

—
EXTRAIT

En date du 10 juillet 2013, l'actionnaire unique de la société a pris la résolution suivante:

- De mettre fin au mandat de Commissaire aux comptes de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097702/13.

(130118437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

CCP III UK Shopping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.550,02.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 161.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097644/10.

(130119286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Delta AK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen.

R.C.S. Luxembourg B 123.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097704/10.

(130118964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Devos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 136.923.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097708/10.

(130119154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 165.957.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique prises en date du 17 juin 2013 que:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. dont le siège social est sis au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, a été nommé réviseur d'entreprises agréé des comptes annuels de la Société pour l'exercice social qui se terminera le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 15 juillet 2013.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013097552/17.

(130119401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

BioTechCube (BTC) Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 154.165.

—
Extraits des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2013

L'Assemblée constate l'échéance des mandats des administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

L'Assemblée constate que le mandat du réviseur d'entreprises a été fixé à un an, c'est-à-dire jusqu'à la présente Assemblée Générale.

Le mandat venant ainsi à échéance, l'Assemblée procède à la nomination du réviseur d'entreprises BDO Audit pour un nouveau terme d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Référence de publication: 2013097553/17.

(130118985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Dienstleistung rund um's Pferd, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9184 Schrondweiler, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 151.409.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013097709/10.

(130118933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Dragon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.127.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097729/10.

(130118598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Boulevard Saint Germain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 86.534.

EXTRAIT

En date du 14 juin 2013, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La démission de M. Ivo Hemelraad en tant qu'administrateur de la Société est acceptée avec effet au 14 juin 2013
- 2) La nomination de M. Giovanni La Forgia, né à Bari, Italie, le 24 Octobre 1982, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 14 juin 2013 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.
- 3) Le renouvellement du mandat de M. Alain Rochereau en tant qu'administrateur avec effet au 14 juin 2013 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018
- 4) La démission de Grant Thornton de son poste de commissaire aux comptes avec effet au 14 juin 2013 est acceptée;
- 5) La nomination de Viscomte S.à r.l., ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes avec effet au 14 juin 2013 est acceptée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018;

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013097589/19.

(130118304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Best House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 164.438.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013097579/13.

(130118847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Danir D S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 110.688.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2013097715/11.

(130119316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

DB Capital Investments Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 178.399.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013097719/11.

(130118385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Bond Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.020,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.682.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of July.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg. (Grand Duchy of Luxembourg),

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Bond Midco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.682, incorporated on May 27, 2013 pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

1. OCM Luxembourg Bond Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 176.551 and having a share capital of twelve thousand five hundred thousand Pounds Sterling (GBP 12,500) (OCM Luxembourg Bond Holdings);

here represented by Anne-Claire Wax, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. MREF III Bond S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.790 and having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) (MREF III Bond, and together with OCM Luxembourg Bond Holdings, the Shareholders);

here represented by Stéphane Joly-Meunier, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, have requested the undersigned notary to record that:

I. The Company’s share capital is presently set at twelve thousand five hundred Pound Sterling (GBP 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, all subscribed and fully paid-up;

II. The agenda of the meeting is as follows:

1. Waiver of convening notices;

2. Creation of six classes of shares of the Company, namely the class A1 shares (the Class A1 Shares), the class A2 shares (the Class A2 Shares), the class B1 shares (the Class B1 Shares), the class B2 shares (the Class B2 Shares), the class D1 shares (the Class D1 Shares) and the class D2 shares (the Class D2 Shares), in registered form, with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each;

3. Re-designation of the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company into eleven thousand two hundred and fifty (11,250) Class A1 Shares and one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B1 Shares;

4. Increase of the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Pound Sterling (GBP 12,500) by an amount of twelve thousand five hundred and twenty Pound Sterling (GBP 12,520), to twenty-five thousand and twenty Pound Sterling (GBP 25,020) by way of the issuance of (i) eleven thousand two hundred and fifty (11,250) Class A2 Shares, (ii) one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B2 Shares, (iii) ten (10) Class D1 Shares, and (iv) ten (10) Class D2 Shares, in registered form, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each;

5. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 4. above;

6. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the creation of new classes of shares, the redesignation of the existing shares of the Company into Class A1 Shares and Class B1 Shares, and the share capital increase specified in items 2., 3., and 4. above, with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of (i) the creation of the new classes of shares, (ii) the re-designation of the existing shares of the Company into Class A1 Shares and Class B1 Shares and (iii) the newly issued Class A1 Shares, Class A2 Shares, Class B1 Shares, Class B2 Shares, Class D1 Shares, and Class D2 Shares, in the register of shareholders of the Company;

7. Full restatement of the articles of association of the Company; and

8. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to create six classes of shares of the Company, namely the Class A1 Shares, the Class A2 Shares, the Class B1 Shares, the Class B2 Shares, the Class D1 Shares and the Class D2 Shares, in registered form, with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each.

Third resolution

The Meeting resolves to re-designate the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company into

- eleven thousand two hundred and fifty (11,250) Class A1 Shares held by OCM Luxembourg Bond Holdings; and
- one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B1 Shares held by MREF III Bond.

Fourth resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand five hundred Pound Sterling (GBP 12,500) by an amount of twelve thousand five hundred and twenty Pound Sterling (GBP 12,520), to twenty-five thousand and twenty Pound Sterling (GBP 25,020) by way of the issuance of (i) eleven thousand two hundred and fifty (11,250) Class A2 Shares, (ii) one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B2 Shares, (iii) ten (10) Class D1 Shares, and (iv) ten (10) Class D2 Shares, in registered form, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each.

Subscription - Payment

The Meeting accepts and records the following subscriptions for and full payment of the share capital increase above as follows:

OCM Luxembourg Bond Holdings, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to:

- eleven thousand two hundred and fifty (11,250) Class A2 Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of eleven thousand two hundred and fifty Pound Sterling (GBP 11,250).

MREF III Bond, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to:

- one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B2 Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of one thousand two hundred and fifty Pound Sterling (GBP 1,250);
- ten (10) Class D1 Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of ten Pound Sterling (GBP 10); and
- ten (10) Class D2 Shares, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of ten Pound Sterling (GBP 10).

The aggregate amount of twelve thousand five hundred and twenty Pound Sterling (GBP 12,520) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by way of a blocking certificate.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the creation of new classes of shares, the redesignation of the existing shares of the Company into Class A1 Shares and Class B1 Shares and the share capital increase specified in the second third and fourth resolutions above, with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of (i) the creation of the new classes of shares, (ii) the re-designation of the existing shares of the Company into Class A1 Shares and Class B1 Shares and (iii) the newly issued Class A1 Shares, Class A2 Shares, Class B1 Shares, Class B2 Shares, Class D1 Shares, and Class D2 Shares, in the register of shareholders of the Company.

Sixth resolution

The Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company. The restated articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is Bond Midco S.à r.l. (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,

in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association (the “Articles”).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board (as defined in Article 7). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favor or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at twenty-five thousand and twenty Pound Sterling (GBP 25,020) represented by eleven thousand two hundred and fifty (11,250) class A1 shares (the “Class A1 Shares”), eleven thousand two hundred and fifty (11,250) class A2 shares (the “Class A2 Shares”), one thousand two hundred and fifty (1,250) class B1 shares (the “Class B1 Shares”), one thousand two hundred and fifty (1,250) class B2 shares (the “Class B2 Shares”), ten (10) class D1 shares (the “Class D1 Shares”) and ten (10) class D2 shares (the “Class D2 Shares”) in registered form with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, all subscribed and fully paid-up (together the “Shares”).

5.2. The Class A1 Shares, the Class B1 Shares and the Class D1 Shares are exclusively entitled to the Income Profits derived from the Company's investment in the SPV.

All such net Income Profits shall be allocated to a Class A1 reserve, a Class B1 reserve and a Class D1 reserve until its distribution to the holder(s) of Class A1 Shares, Class B1 Shares and Class D1 Shares in accordance with the Articles and the Shareholders' Agreement. The Class D1 Shares entitle their holders to receive Income Profits with Special Distribution Rights.

5.3. The Class A2 Shares, the Class B2 Shares and the Class D2 Shares are exclusively entitled to the Capital Profits realized by the Company. Class A2 Shares, Class B2 Shares and Class D2 Shares do not entitle their holders to receive any dividend distributed by the Company. To that extent, Class A2 Shares, Class B2 Shares and Class D2 Shares entitle their holders to receive exclusively liquidation proceeds pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement and

the dissolution and liquidation provisions of the Articles. All such Capital Profits shall be allocated to a Class A2, a Class B2 and a Class D2 reserve until their distribution to the holder(s) of Class A2 Shares, Class B2 Shares and Class D2 Shares in accordance with the Shareholders' Agreement. The Class D2 Shares entitle their holders to receive Capital Profits with Special Distribution Rights.

5.4. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single Shareholder if applicable or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Except as set out in Article 5, each Share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Subject to any transfer restrictions contained in the Shareholders' Agreement, the Shares are freely transferable among Shareholders or, if there is no more than one (1) Shareholder, to third parties.

If the Company has more than one (1) Shareholder, the transfer of Shares to non-Shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company, subject to any further transfer restrictions contained in the Shareholders' Agreement.

A Share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers (the "Board") composed of five (5) members out of which three (3) persons are appointed as the "Class A Managers" and two (2) persons the "Class B Managers" (together, the "Managers"). Oaktree shall have the right to provide to the general meeting of Shareholders a list of candidates to be appointed as Class A Managers and MREF have the right to provide to the general meeting of Shareholders a list of candidates to be appointed as Class B Managers. The Managers are appointed by the general meeting of Shareholders, which sets the term of their office, from the lists of candidates presented by Oaktree and MREF or by a resolution of the single Shareholder, if applicable. The Manager(s) need not to be Shareholder(s).

7.2. The Managers may be dismissed, replaced and appointed in accordance with the Shareholders' Agreement. Any Manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any Manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 8. Powers of the Board.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law, the present Articles or the Shareholders' Agreement to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either Shareholders or not, by the Board.

8.3. The Board must choose from among its members a chairman of the Board by a majority.

Art. 9. Procedure.

9.1. The Board shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least seven (7) Business Days, or on a shorter period of notice if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager agree in writing in advance of the date set for such meeting. Such notice shall be accompanied any time by:

- (i) an agenda specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting; and
- (ii) copies of any papers to be discussed at the meeting.

9.3. Properly convened Board meeting may be held at such times as may be determined by the Board and in any event at least once each quarter of a calendar year.

9.4. No such convening notice is required if all the members of the Board of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of the Company.

9.5. No business shall be conducted at any Board meeting unless a quorum is present at the beginning of the meeting and at the time when there is to be voting on any business.

9.6. If a quorum is not present within thirty (30) minutes after the time specified for a Board meeting in the notice of the meeting then it will be adjourned for ten (10) Business Days to the same time and place. In the event that a Board meeting called on proper notice is adjourned once then at the next meeting the quorum will be any two (2) Managers only if one (1) Class B Manager is present or represented.

9.7. Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Manager as his proxy.

9.8. The Board can validly deliberate and act only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by the majority of the votes cast, subject, however, to the provisions of the Shareholders' Agreement. The resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by all the Managers present or represented at the meeting.

9.9. Any Manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other, provided that the Manager participating by such means of communication is not physically present in the United Kingdom at the time of the meeting. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Any Manager who participates in a meeting of the Board by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such Manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the Board held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

9.10. Circular resolutions signed by all the Managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Qualified Decisions.

10.1. Joint Approval will be required for the following actions (the "Major Decisions"):

10.1.1. approving the annual Business Plan and Annual Budget, and any amendments thereto and any deviations therefrom;

10.1.2. disposing of the Property or any portion of the Property or disposing of any shares in the SPV other than pursuant the Shareholders' Agreement;

10.1.3. the Company acquiring any additional real property, unless specifically set forth in the then current Business Plan;

10.1.4. the Company entering into any debt finance arrangements, refinancing, hedging arrangements or any amendments or modifications to any of the foregoing, unless specifically set forth in the then current Business Plan or Annual Budget (save in respect of any Priority Loan entered into pursuant the provisions to the Shareholders' Agreement);

10.1.5. the Company entering into any related party transaction with or for the benefit of any Shareholder or member of the Shareholders' Group unless:

- a) in relation to the retention of the Oaktree Consultant;
- b) such transaction is a Permitted Oaktree Transaction;
- c) in relation to the exercise of an Asset Sale Right by a Shareholder;
- d) in relation to the exercise of the ROFO by a Shareholder; or

e) in relation to the exercise of any other right which is expressly provided for in the Shareholders' Agreement or any other document to which the Shareholders are a party;

10.1.6. the Company settling any legal claims (whether served or threatened);

10.1.7. requesting any Shareholder to fund any additional capital which is not expressly set forth in the then current Business Plan or Annual Budget except:

- a) for any Required Funding; or
- b) if required by Oaktree in accordance with article 10.2.4.;

10.1.8. any change to the Tax residency or jurisdiction of incorporation of the Company;

10.1.9. the Company making any distribution, payment of income or return of capital to the Shareholders in respect of any Relevant Security unless:

a) made in accordance with the Shareholders' Agreement; or

b) such payment is in relation to an amount due in respect of any Priority Loan under the relevant Priority Loan Agreement;

10.1.10. amending the terms and conditions of any Relevant Security;

10.1.11. the redemption, issue, cancellation or conversion of any:

- a) Relevant Securities; or

b) other debt or equity security issued by or proposed to be issued by any Company, other than in accordance with the Shareholders' Agreement;

10.1.12. (to the extent permitted by law) any proposal to wind up the Company or other proceeding seeking liquidation, administration (whether out of court or otherwise), reorganization, readjustment or other relief under any bankruptcy, insolvency or similar law or the consent by the Company to a decree or order for relief or any filing of a petition, application or document under such law or to the appointment of a trustee, receiver, administrator (whether out of court or otherwise) or liquidator;

10.1.13. the Company entering into:

a) any contract or commitment (or a series or related contracts or commitments) with a value in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) (whether pursuant to a single transaction or in aggregate in any period of twelve months (12)) other than in the ordinary course of the Company's business;

b) any contract or commitment (or a series or related contracts or commitments) within the ordinary course of the Company's business with a value in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) (whether pursuant to a single transaction or in aggregate in any period of twelve (12) months); or

c) any contract which includes an undertaking that limits constrain the Company's authority to pay Distributions to its Shareholders;

unless, in each case of paragraphs (a) and (b) of this article:

(i) expressly and specifically provided for in the then current Business Plan and Annual Budget; or

(ii) in respect of the Asset Sale Right; or

(iii) permitted by the Shareholders' Agreement in relation to the retention of the Oaktree Consultant;

(iv) otherwise permitted by the Shareholders' Agreement;

10.1.14. the Company giving any guarantee or indemnity where the amount would exceed one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) unless:

a) given in the ordinary course of the Company's business; or

b) provided for in the then current Business Plan or Annual Budget;

10.1.15. the Company incurring any capital expenditure or other funding commitment not included in the then current Business Plan or Annual Budget which is in excess of twenty-five thousand (GBP 25,000) except:

a) for emergency expenses to make good any deficit in Net Cash Flow (after any applicable Debt Service Payment), whether or not reflected in the then current Business Plan or Annual Budget; or

b) to the extent permitted in relation to the retention of the Oaktree Consultant;

10.1.16. the Company entering into any contract or transaction on terms which are otherwise than on an arm's length basis unless:

a) in relation to the exercise of an Asset Sale Right by a Shareholder where a sale thereunder is made to another Shareholder; or

b) in relation to the exercise of a ROFO by a Shareholder;

10.1.17. the Company entering into, amending or terminating any employment, consultancy or services agreements with an annual remuneration of more than twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) other than in respect of the Oaktree Consultant;

10.1.18. the Company employing any staff;

10.1.19. the Company creating or giving or suffering to exist any Encumbrance in respect of all or any part of the undertaking, property or assets of the Company unless:

a) arising in the ordinary course of the Company's business; or

b) created or given in connection with approved Third Party Finance;

10.1.20. the Company:

a) modifying an existing lease or entering into a new lease involving:

(i) greater than five thousand (5,000) square feet (except in the case of any lease in respect of restaurant space, car parking or any other space, each of which will be treated as a Major Decision without regard to the relevant square footage); or

(ii) more than one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) of annual rent; or

b) modifying existing leases or entering into new leases in any given year in excess of:

(i) five thousand (5,000) square feet in the aggregate; or

(ii) more than one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) of annual rent in the aggregate; and

10.1.21. the Company entering into any agreement or arrangement to do or carry out any of the foregoing.

10.2. Any Class A Manager shall have the right at any time to require the Company to take the following actions, whether or not approved by any Class B Manager and no Class B Manager shall have any right to require the Company to take such actions:

10.2.1. terminate any MREF Related Party Agreement in circumstances where a default of any of the member of the MREF Funds or any member of the Moorfield Group or a person acting on their behalf (other than the Company if it is a party to that MREF Related Party Agreement) has occurred which entitles that person to exercise the right to terminate any such MREF Related Party Agreement in accordance with its terms;

10.2.2. negotiate, enforce, grant waivers under, and otherwise deal with each MREF Related Party Agreement (including any Company's approval of the Income Projection Adjustments (as defined in the Asset Management Agreement) and approving any Company's determination of whether the Performance Criteria (as defined in the Asset Management Agreement) have been satisfied in accordance with its terms);

10.2.3. terminate any MREF Related Party Agreement in the event that any member of the MREF Funds or any member of the Moorfield Group acquires an interest in any Competitive Property within the Competitive Area and either:

10.2.3.1. MREF fails to comply with the requirement to make a Competing Proposal Offer in the Shareholders' Agreement; or

10.2.3.2. MREF's Percentage Interest is less than ten per cent (10%),

and, in each case, Oaktree has not consented to such acquisition;

10.2.4. call for additional capital from the Shareholders in connection with:

a) any Required Funding in accordance with the Shareholders' Agreement;

b) capital expenditures provided for in the then current Business Plan or Annual Budget;

c) any funding to make good any deficit in Net Cash Flow (after any applicable Debt Service Payment) whether or not specifically set forth in the Business Plan, which is reasonably determined by Oaktree or any Class A Manager to be necessary to:

(i) meet the obligations of the Company on a timely basis;

(ii) ensure that the Company or the Property is in compliance with all applicable laws;

(iii) protect the ongoing viability of the Company or prevent any material diminution in the value of the Property, and which is urgently required in circumstances in which it is not reasonably practicable to wait to be included in the next approved Business Plan; or

(iv) accomplish any one or more of the foregoing;

10.2.5. require the SPV to market and sell the Property, the Company to market and sell its interests in SPV or the Shareholders to market and sell their interests in the Company in accordance with the Shareholders' Agreement (but subject always to the ROFO);

10.2.6. initiate and complete, at the expense of the Company Group, an audit of the Company's Group's books and records; provided, however that for so long as the Asset Manager is not in default under the Asset Management Agreement, such audit may not be initiated more than once in any calendar year;

10.2.7. retain and dismiss, at the expense of the Company Group, a third party consultant (that is not a member of Oaktree's Group) (the "Oaktree Consultant") selected by Oaktree in its sole discretion, to provide asset management and project due diligence services to Oaktree in connection with the Company Group and the Property; provided, however that the fees due to such Oaktree Consultant shall be paid at market rates and shall not exceed one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) (excluding VAT) in any calendar year; and

10.2.8. cause the Company to pay the Exit Fee (as defined in the Asset Management Agreement) to the Moorfield Asset Manager on and subject to the terms of the Asset Management Agreement provided that the Moorfield Asset Manager is the then current Asset Manager immediately prior to or at the completion of a sale of the whole of the Property and/or all of the Company's interests in the SPV and/or the sale by the Shareholders' of all of their interests in the Company in accordance with the Shareholders' Agreement.

10.3. Notwithstanding any delegation of authority to the Asset Manager under the Asset Management Agreement, the Class A Managers shall have a veto right over the following decisions (the "Oaktree Veto Right"):

10.3.1. the Company entering into any contract with an aggregate cost to the Company in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) or multiple contracts in any given year in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) in the aggregate;

10.3.2. the Company entering into any obligation in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) or multiple obligations in any given year in excess of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) in the aggregate; or

10.3.3. the Company modifying an existing lease or entering into a new lease involving:

a) greater than five thousand (5,000) square feet; or

b) more than one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) of annual rent; and

10.3.4. the Company modifying existing leases or entering into new leases in any given year which are taken together in excess of:

a) five thousand (5,000) square feet in the aggregate; or

b) more than one hundred thousand British Pounds (GBP 100,000) of annual rent in the aggregate; and

10.3.5. the Company entering into any agreement or arrangement to do or carry out any of the foregoing,

and where the Asset Manager requests approval of a matter which is subject to the Oaktree Veto Right in accordance with this article 10.3., the Company will require the Asset Manager to provide sufficient information to the Company to enable its board of managers to make an informed decision and Oaktree shall procure that the Company will respond to such request within ten (10) Business Days of the Company's receipt of that information.

10.3.6. Where an action constitutes a Major Decision and an action which is subject to the Oaktree Veto Right, approval for that action will be required as a Major Decision and by Oaktree under the Oaktree Veto Right.

10.3.7. Any Class B Manager shall have the right at any time to require its Company to take any action not set out in article 10.1., or article 10.2., or article 10.3., whether or not approved by any Class A Manager; provided such action is in compliance with the Shareholders' Agreement, the then current Business Plan and is consistent with the purpose of the Company group, as set out in article 10.1., or article 10.2., or article 10.3.; and provided, further that, in the event that, if MREF becomes a Defaulting Shareholder, this article 10.3.7. shall be deemed to be null and void and of no further force or effect.

10.3.8. In the event that a Shareholder's Percentage Interest is less than five per cent (5%) then:

10.3.8.1. the approval of that Shareholder, or any Manager nominated by that Shareholder, shall not be required for the purposes of a Joint Approval in respect of any Major Decision (other than in relation to Fundamental Decisions) for so long as that Shareholder's Percentage Interest is less than five per cent (5%);

10.3.8.2. if in relation to Oaktree, the Class A Managers shall not be permitted to implement any decisions in accordance with clause 10.3. and Oaktree shall not be permitted to exercise the Oaktree Veto Right (unless taken with Joint Approval) for so long as its Percentage Interest is less than five per cent (5%); and

10.3.8.3. if in relation to MREF, the Class A Managers shall have the right to require the Company to terminate the Asset Management Agreement without payment or penalty (save in respect of any rights to payment accrued prior to such termination), if the Asset Manager is a Moorfield Asset Manager, and, upon such termination, MREF's right to receive Distributions will be reduced pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement.

Art. 11. Representation. Subject to the Shareholders' Agreement, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 12. Liability of the Managers. The Managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 13. Powers and voting rights.

13.1. The single Shareholder, if applicable, assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of Shareholders.

13.2. Each Shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

13.3. Each Shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of Shareholders.

Art. 14. Form - Quorum - Majority.

14.1. If there are not more than twenty-five (25) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the Shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The Shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

14.2. Subject to the Shareholders' Agreement, collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

14.3. However, subject to the Shareholders' Agreement, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounting Year.

15.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

15.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Board must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the Managers, the statutory auditor(s) (if any) and Shareholders towards the Company.

15.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1. An amount equal to five per cent (5%) of the net annual profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2. Subject to the provisions of the Articles and the Shareholders' Agreement, the general meeting of Shareholders has discretionary power to dispose of the surplus; it may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3. Interim dividends may be distributed, subject to any dividend provisions of the Shareholders Agreement, at any time under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the Board;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single Shareholder, if applicable, or the general meeting of Shareholders of the Company;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the Shareholders, such resolution to be passed in accordance with the Shareholders' Agreement and article 14.3. of the Articles. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the Shareholders pursuant to the terms of the Shares on issue and the Shareholders' Agreement and if the Shareholders' Agreement has been terminated, lapsed, expired or has ceased in any way, such surplus shall be distributed to the Shareholders, in proportion to the Shares held by each of them.

VI. General provision

18.1. Notices and communications are made or waived and the circular resolutions of the Managers as well as the circular resolutions of the Shareholders are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with meetings of the Board may also be granted by a Manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the circular resolutions of the Managers, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the circular resolutions of the Shareholders, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

18.5. In the event of any inconsistency between the Articles and the Shareholders' Agreement, the Shareholders' Agreement will prevail.

VI. Definitions

Capitalized terms used in the Articles shall have the meaning as ascribed to them hereafter:

Annual Budget	means a budget of the SPV for each accounting year (article 15.1. of the Articles) prepared by the Asset Manager and subject to the approval of the SPV board of manager. The Annual Budget shall be in the form and contain the equivalent information set out in the initial Annual Budget for the SPV as included into the Shareholders' Agreement;
Articles	has the meaning given in article 1.1.;
Asset Management	means the asset management agreement in relation to the Property in the agreed form to be entered into among the SPV and the Asset Manager on or prior to Completion, and any other asset management agreement that may be entered into by a member of the Company Group with the Asset Manager from time to time;
Agreement	

Asset Manager	means, initially, the Moorfield Asset Manager or any other person who is engaged as an asset manager for the Property to provide the services specified in the relevant Asset Management Agreement;
Asset Sale Right	means: (a) in relation to MREF, a sale of the Property or any partial disposals thereof undertaken pursuant the Shareholders' Agreement; and (b) in relation to Oaktree, a sale of the Property or any partial disposals thereof undertaken pursuant the Shareholders' Agreement;
Bridge Lender	means Oaktree or any member of Oaktree's Group which is a lender advancing funds made available in respect of the Bridge Loan and includes any other person designated as a "lender" (or words of similar import) in respect of that Bridge Loan;
Bridge Loan	means any interest-bearing loan that may exist from time to time made by the Bridge Lender to MREF to finance up to fifty per cent (50%) of the Initial Funding to be made by MREF on the terms and conditions set out in the Shareholders' Agreement;
Business Day	means any day other than Saturday, Sunday, any day that is a legal or public holiday in London, Luxembourg, the State of California or New York, or any other day on which banking institutions in London, Luxembourg, California or New York are authorized to close. For the avoidance of doubt, any reference to "day(s)" (and not "Business Days") in this Articles shall mean calendar days;
Business Plan	means a business plan of the SPV prepared by the Asset Manager and subject to the approval of the board of managers of the SPV. The Business Plan shall be in the form and contain the equivalent information set out in the initial Business Plan for the SPV which is in the agreed form;
Capital Profits	means any profits arising in the Company that, if the Company had been a UK resident individual, would give rise to a chargeable gain in the Company as defined by TCGA 1992 s1 (or equivalent statute should this provision be superseded under UK law);
Change of Control	means: (a) with respect to Oaktree, all Oaktree Parents (taken together) ceasing to own, directly or indirectly, 100% of the legal and beneficial interest in Oaktree; and (b) with respect to MREF, MREF III GP Limited (as general partner of the MREF Funds) ceasing to own 100% of the legal and beneficial interest in MREF; and (c) with respect to MREF or the Moorfield Asset Manager, (i) there is a direct or indirect change of Control of either the Moorfield Group, MREF III GP Limited or the Moorfield Asset Manager or (ii) there is a sale to a Prohibited Competitor, as defined in the Shareholders' Agreement, of more than twenty five per cent (25%) of the legal or beneficial interest in Moorfield Group, MREF III GP Limited or the Moorfield Asset Manager or (iii) there is a sale to any person which is not a Permitted Controller, as defined in the Shareholders' Agreement, of any legal or beneficial interest in Moorfield Group, MREF III GP Limited or the Moorfield Asset Manager;
Class A Manager	has the meaning given in article 7.1.;
Class B Manager	has the meaning given in article 7.1.;
Class A1 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Class A2 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Class B1 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Class B2 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Class D1 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Class D2 Share	has the meaning given in article 5.1.;
Company	has the meaning given in article 1.;
Company Group	means the Company and any SPV, and "member of the Company Group" and "Company Group Company" shall be construed accordingly;
Competitive Area	means the area falling within a two (2) mile radius of the Property;
Competitive Property	means an office or mixed use property (other than the Property) situated in the Competitive Area which has a floor area in terms of office space of over fifty thousand (50,000) square feet, but excluding an office or mixed use property which: a) is valued (based on the proposed purchase price for that property or, in case of an asset exchange, based on the open market value) higher than four hundred and twenty-five British Pounds (GBP 425) per square foot in respect of its net internal area; or b) has a target estimated rental value that is twenty-five per cent (25%) above or twenty per cent (20%) below the headline rent projected in the then current Business Plan or the

	<p>Annual Budget in relation to the Property measured either on (i) a rental basis or (ii) a net effective rent basis (i.e., taking into account rent-free periods, fitting out allowances and/or any other tenant incentives in money or money's worth (together, "Incentives") and, for the purpose of calculating the net effective rent basis, amortising the Incentives over the period until expiry of the lease or the next tenant break, whichever is shorter); or c) has an average weighted unexpired lease term of more than seven (7) years and subject to no more than twenty thousand (20,000) square feet of office use leases expiring or subject to break in any consecutive twenty four (24) months period in the first six (6) years; or</p> <p>d) is an office property which has historically had office suites of less than seven thousand five hundred (7,500) square feet each and MREF's (or its affiliates) intended business plan for that property demonstrates (in Oaktree's reasonable opinion) that it will continue that use</p>
Completion	has the meaning given such term under the Purchase Agreement;
Control	<p>means, in relation to a person (the "first person"), the power of a person (the "second person"), directly or indirectly through one or more intermediaries, to:</p> <p>(a) vote fifty per cent (50%) or more of the outstanding voting securities of such first person;</p> <p>(b) direct management policies of such first person or entity by contract or otherwise; or</p> <p>(c) secure that the affairs of the first person are conducted in accordance with the wishes of the second person by virtue of any powers conferred by the constitutional or corporate documents, or any other document, regulating that first person or any other person;</p> <p>and "Controlling" and "Controlled" shall be construed accordingly;</p>
Debt Service Payment	means any amount required to meet a payment under any Third Party Finance and includes interest payments, amortization payments, other payments and fees and expenses of any description (e.g., arrangement fees, commitment fees, adviser fees, legal fees and similar fees and reimbursements for any fees, costs or other expenses) in relation to that Third Party Finance;
Debt Service Shortfall Funding	means any amount required to meet a payment under any Third Party Finance in order to avoid a default thereunder or to pay any expenses thereunder as a result of any such default;
Defaulting Party	means any Shareholder which defaults in making payment, in full or in part, on a Due Date pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement;
Default Payment	means the shortfall between the amount due and the amount paid by any Shareholder on a Due Date;
Defaulting Shareholder	<p>means any Shareholder which:</p> <p>(a) fails to meet its obligation to provide Initial Funding and is a Defaulting Party pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement; save in respect of MREF, where the failure by MREF to meet its obligation to provide its Initial Funding is directly as a result of the Bridge Lender's failure to fund the amount to be advanced under the Bridge Loan; provided, however, that MREF has delivered to the Bridge Lender the required utilization request in respect of the Bridge Loan prior to the expiry period specified in the Shareholders' Agreement; or</p> <p>(b) is subject, or any of its holding companies, to any Insolvency Event; or</p> <p>(c) commits an act of fraud, misappropriation, misapplication or is grossly negligent in fulfilling its obligations under the Shareholders' Agreement or the Articles, or makes a material or persistent default in performing and observing any of its material obligations under the Shareholders' Agreement or the Articles and, where such default is capable of remedy, fails to remedy it within thirty (30) days after service of written notice from the other Shareholder of such default; or</p> <p>(d) in the case of MREF, the Moorfield Asset Manager commits an act of fraud, misappropriation, misapplication or is grossly negligent in fulfilling its obligations under the Asset Management Agreement, or makes a material or persistent default in performing and observing any of its obligations under the Asset Management Agreement and, where such default is capable of remedy, fails to remedy it within thirty (30) days after service of written notice from Oaktree or the Company of such default; or</p> <p>(e) in the case of Oaktree, a Bridge Lender fails to fund the amount to be advanced under the Bridge Loan at Completion; provided, however, that MREF has delivered to the Bridge Lender the required utilization request in respect of the Bridge Loan prior to the expiry period specified in Shareholders' Agreement; or</p> <p>(f) that Shareholder is the subject of an event described in limb (a) or (b) of the definition of Change of Control; or</p>

	(g) in the case of MREF, there occurs an event falling within sub-clauses (i) or (ii) of limb (c) of the definition of Change of Control (except to the extent such event falls within the limb of (h) or (i) of the definition of Defaulting Shareholder) and the new controller is a Prohibited Competitor as defined in the Shareholders' Agreement; or
	(h) in the case of MREF, there occurs an event falling within any sub-clause of limb (c) of the definition of Change of Control and a Key Person Event, as defined in the Shareholders' Agreement, occurs; or
	(i) in the case of MREF, there occurs an event falling within sub-clauses (i) or (iii) of limb (c) of the definition of Change of Control and the new controller is not a Permitted Controller as defined in the Shareholders' Agreement (in Oaktree's reasonable opinion).
Default Payment Shares	means the class C Shares which may be issued in case of a Default Payment as set out in the Shareholders' Agreement;
Distributions	means any payment to Shareholders other than a payment under a MREF Related Party Agreement, but including any payment arising in respect of the following: <ul style="list-style-type: none"> (a) payment of principal and interest on any Priority Loan; (b) repayment of any amounts contributed as a Shortfall Capital Contribution and including any additional payments which is necessary to provide the minimum IRR required with respect to that Shortfall Capital Contribution in accordance with the Shareholders' Agreement; (c) payment of any income or return (whether as a dividend or other distribution of assets) on any Relevant Security; (d) payment on any redemption of any Relevant Security or any loans; (e) any return of capital on any Relevant Security (including in the case of liquidation); and "Distributed" shall be construed accordingly;
Due Date	means the Business Day specified for payment of a Required Funding in the relevant notice delivered to the Shareholders stating that a Required Funding is needed, the amount of such Required Funding and the Business Day by which the Required Funding should be made;
Encumbrance	means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, assignment, hypothecation, right of first refusal, right of pre-emption or conversion, third party right or interest, other encumbrance, priority or security interest of any kind, or another type of agreement or arrangement having the same or similar effect to any of the foregoing;
Expenses	means, in relation to any period, the total gross expenditures of the Company and any SPV reasonably relating to the operations of the Company and such SPV, ownership, entitlement, development, maintenance, management, operations, sale, financing or refinancing of the Property during such period contemplated by the then applicable Business Plan or otherwise approved, subject to the Shareholders Agreement (either prospectively or retroactively) by the relevant board of managers, including (without double counting): <ul style="list-style-type: none"> (a) all cash operating expenses (including business rates, insurance, utilities, property management, service charge costs, void costs, maintenance, emergency repairs, and all fees, commissions, expenses and allowances paid or reimbursed to a Shareholder or any member of the Shareholders' Group to the extent permitted under the provisions of the Shareholders' Agreement); (b) all letting fees (including letting agent fees, marketing costs and legal costs associated with letting activities); (c) all expenditures which are treated as capital expenditures under applicable GAAP (as distinguished from expense deductions included in paragraph (a) above) including tenant improvement costs; (d) all Asset Management Fees (as defined in the Asset Management Agreement) and all other fees, costs and expenses payable to the Asset Manager pursuant to the Asset Management Agreement; (e) all Debt Service Payments (other than in respect of any Bridge Loan or Priority Loan); (f) all deposits of Receipts to any reserve accounts of the Company; (g) all expenditures related to any acquisition, sale, disposition, financing, refinancing or securitization of the Property; (h) Taxes including real estate Taxes and assessments, personal property Taxes and sales Taxes; (i) all advisory, legal, accounting, administrative, audit, valuation insurance and management expenses incurred by any member of the Company Group in respect of any of the foregoing,

	provided, however, that Expenses shall not include:
	(i) any payment or expenditure to the extent:
	(A) the sources of funds used for such payment or expenditure are not included in Receipts;
	or
	(B) such payment or expenditure is paid out of any Company reserves (unless the withdrawal of the funds to make such payment or expenditure was treated as Receipts);
	or
	(ii) any expenditure properly attributable to the liquidation of the Company;
Fundamental Decisions	means the following actions:
	(a) any amendment, modification or termination of the Shareholders' Agreement; except for amendments or modifications which do not:
	(i) have a disproportionate adverse effect on the Defaulting Shareholder(s);
	(ii) increase the actual or anticipated financial liability of the Defaulting Shareholder;
	(iii) impose a material obligation on the Defaulting Shareholder; or
	(iv) require the Defaulting Shareholder to make any additional material expenditure not already provided for under the Shareholders' Agreement prior to the amendment or modification being made;
	(b) entering into any related party transaction with or for the benefit of either Shareholder or any member of a Shareholder's Group or affiliate of either Shareholder (other than a Permitted Oaktree Transaction);
	(c) dissolving, terminating or winding up the Company if the Company or the Property has not been sold in accordance with the Shareholders' Agreement; or
	(d) the Company or the SPV acquiring any additional real property, unless specifically set forth in the then current Business Plan.
Income Profits	means any profits arising in the Company other than Capital Profits;
Initial Funding	means:
	(a) the capital contributions by way of subscription for Shares;
	(b) all advances to the Company to be made by way of purchase of PECs issued by the Company;
	(c) contributions to the special equity reserve account of the Company, and
	(d) any other loans or contributions to the Company contemplated in the Shareholders' Agreement;
	in each case to be made by the initial Shareholders:
	(i) in accordance with the Shareholders' Agreement;
	(ii) in proportion to their respective Percentage Interests; and
	(iii) in order to set up the Company and the Company Group, to acquire the Property and pay the Purchase Price (as defined in the Purchase Agreement) in respect of the Property under the Purchase Agreement, including any associated Taxes, fees and expenses, notarial fees, registration fees, stamp duty, transfer tax, VAT or any similar transaction tax or other Taxes due thereon,
	as more particularly set out in Shareholders' Agreement;
Insolvency Event	means, in respect of any person,
	(a) the filing by such person of an application for, or a consent to, the appointment of a trustee for such person's assets;
	(b) the filing by such person of a voluntary petition in bankruptcy or the filing of a pleading in any court of record admitting in writing its inability to pay its debts as they come due;
	(c) the making by such person of a general assignment for the benefit of creditors;
	(d) the filing by such person of an answer admitting the material allegations of, or its consenting to or defaulting in answering, a bankruptcy petition filed against it in any bankruptcy proceeding; or
	(e) any distress, execution, sequestration or other similar process being levied or enforced upon or sued out against property of any party which is not discharged within seven (7) days;
	(f) an encumbrancer taking possession of, or an administrator, administrative receiver, receiver, trustee or liquidator being appointed over the whole or any substantial part of any party's undertaking, property or assets or those of its holding company;
	(g) a petition is presented or an order is made or a resolution is passed for the winding up of any person (other than for the purpose of a solvent reconstruction or amalgamation upon terms and within such period as may previously have been approved in writing by the Shareholders other than the person, such approval not to be unreasonably withheld); or

	(h) the entry of an order, judgment, or decree by any court of competent jurisdiction adjudicating such person a bankrupt or appointing a trustee of its assets, and such order, judgment, or decree continues unstayed and in effect for a period of sixty (60) days, or any analogous procedure or step is taken in any jurisdiction, but excluding any proceedings which:
	(i) are vexatious or frivolous or an abuse of process of a court and
	(ii) are dismissed, discharged or withdrawn within sixty (60) days of commencement;
IRR	means the “internal rate of return” calculated from the later of the date on which funds are contributed to a Company and Completion by applying the IRR Function to the applicable cash flows distributed to Oaktree in accordance with the provisions of the Shareholders’ Agreement save that amounts contributed by Oaktree as a Priority Loan, Shortfall Capital Contribution or a Bridge Loan (and the return received on such Priority Loan, Shortfall Capital Contribution or Bridge Loan) shall not be included in the calculation of IRR;
IRR Function	means the XIRR function in Microsoft Excel;
Joint Approval	means with respect to the Company, the approval of both Class A Managers and Class B Managers; provided, however that the approval of a Defaulting Shareholder, or any Manager nominated by the Defaulting Shareholder, shall not be required for purposes of this definition;
Law	has the meaning given in article 1.1.;
Major Decisions	has the meaning given in article 10.1.;
MREF	means MREF III Bond S.à r.l.;
MREF Funds	means MREF III “A”, MREF III “B” and MREF III “PC” as defined in the Shareholders’ Agreement; and “member of the MREF Funds” shall be construed accordingly;
Moorfield Asset Manager	means Moorfield Group Limited (a company incorporated in England with registered number 4017777) or such other wholly owned and Controlled member of the MREF Funds or member of the Moorfield Group appointed as an asset manager for the Property to provide the services specified in the relevant Asset Management Agreement;
Moorfield Group	means Moorfield Group Limited, its Subsidiaries and “member of the Moorfield Group” shall be construed accordingly;
MREF Related Party Agreements	means any agreement or arrangement of any kind (whether or not legally enforceable) between: (i) any member of the Company Group (ii) and any member of the MREF Funds or any member of the Moorfield Group and includes the Asset Management Agreement (but not the Shareholders’ Agreement);
Net Cash Flow	means, in relation to any period, the excess of: (a) Receipts for such period over (b) Expenses for such period;
Non-Defaulting Shareholder	means a Shareholder which is not a Defaulting Shareholder;
Oaktree	means OCM Luxembourg Bond Holdings S.à r.l.;
Oaktree Consultant	has the meaning given in article 10.2.7.;
Oaktree Group	means any person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common (direct or indirect) Control with an Oaktree Parent from time to time and “member of the Oaktree Group” shall be construed accordingly;
Oaktree Parent	means any of OCM Luxembourg ROF VI S.À R.L.or OCM Luxembourg OPPS VIIIb S.À R.L.;
Oaktree Veto Right	has the meaning given in article 10.3.;
PECs	means the preferred equity certificates of the Company in the agreed form, that may be issued by the Company from time to time, and any other preferred equity certificates that may be issued by the Company from time to time and “PEC” means any one or more of the foregoing;
Percentage Interest	means: (a) as at the date of July 17, 2013, in relation to Oaktree, ninety per cent (90%) and in relation to MREF, ten per cent (10%); and (b) at any other time for any Shareholder, the quotient, expressed as a percentage (rounded to the nearest one thousandth of one per cent) of (i) the Total Equity Funding of such

	Shareholder (or such Shareholder's predecessor(s) in interest) divided by (ii) the aggregate of the Total Equity Funding of all Shareholders (or their respective predecessors in interest);
Permitted Oaktree Transaction	means any contracts or arrangement between a member of the Company Group, on the one hand, and Oaktree or any member of Oaktree's Group, on the other hand, which is for the provision of asset management services during the period from the Asset Management Agreement with a Moorfield Asset Manager being terminated to the appointment of a replacement Asset Manager which is: (a) of a duration no longer than six (6) months; and (b) on arms' length terms;
Priority Loans	means any loans that may exist from time to time made by a Shareholder to the Company to cover another Shareholder's Default Payment, which such loans shall be made on the terms of the Priority Loan Agreement;
Priority Loan Agreement	means a loan agreement in the agreed form that may exist from time to time set out in pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement evidencing the provision by a Shareholder to the Company of Priority Loans;
Property	means the freehold property known as 100 Barbirolli Square and café bar, Manchester M2 registered under title numbers GM681003 and GM681508 at H.M. Land Registry with title absolute and fifty per cent (50%) interests in GBS Management Ltd.;
Purchase Agreement	means the agreement relating to the sale and purchase of the Property (and related assets) pursuant to which a SPV (or any member of the Company Group) will acquire the Property and related assets;
Receipts	means, in relation to any period, the total gross receipts received by any member of the Company Group during such period, including (without double counting) all receipts of any member of the Company Group from: (a) rent, cost, expense and other recoveries and all additional rent paid to any member of the Company Group (including for parking facilities); (b) concessions to any member of the Company Group (which are recognized by the Company) which are in the nature of revenues; (c) rent or business interruption insurance, and casualty and liability insurance to the extent received by any member of the Company Group (which are recognized by the Company); (d) funds made available to the extent such funds are withdrawn from the Company's reserve accounts and deposited into the Company's operating accounts; (e) proceeds from the sale or other disposition of the Property; (f) proceeds from the financing, refinancing or securitization of the Property; (g) other revenues and receipts realised by any member of the Company Group (which are recognized by the Company);
Relevant Security	means the Shares, the PECs, the Priority Loans or any legal or beneficial interest in any of the foregoing;
Required Funding	means the capital contributions of the Shareholders in proportion to their respective Percentage Interests from time-to-time in respect of: (a) the Initial Funding; (b) Debt Service Shortfall Funding; (c) any funding specifically set forth in the then current Business Plan; and (d) any funding to make good any deficit in Net Cash Flow (after any applicable Debt Service Payment), whether or not specifically set forth in the Business Plan, which is reasonably determined by Oaktree or any Class A Manager to be necessary to: (i) meet the obligations of the Company on a timely basis; (ii) ensure that the Company or the Property is in compliance with all applicable laws; (iii) protect the on-going viability of the Company or prevent any material diminution in the value of the Property, and which is urgently required in circumstances in which it is not reasonably practicable to wait to be included in the next approved Business Plan; or (iv) accomplish any one or more of the foregoing;
ROFO	means the sale by the Company or the SPV (as applicable) and the purchase by a Shareholder of the Property or part thereof which shall take place on a date specified by such Shareholder in the relevant notice pursuant to the provisions of the Shareholders' Agreement;
Shares	has the meaning given in article 5.1.;
Shareholders	means any holders of Shares;

Shareholders' Agreement	means any shareholders' agreement relating to the Company and the Company Group which may be in place from time to time between the Shareholders;
Shareholder Group	means: (a) in relation to Oaktree, the Oaktree Group; (b) in relation to MREF, the Moorfield Group, and MREF Funds; and "member of the Shareholder Group" and "Shareholders' Group Company" shall be construed accordingly;
Shortfall Capital Contribution	means, in case of occurrence of a Default Payment, the contribution of the unfunded portion to the Company as shortfall contribution by the Non-Defaulting Shareholder;
Special Distribution Rights	means any specific or enhanced rights to receive Distributions as set out in the Shareholders' Agreement;
SPV	means Bond Property Holdings S.à r.l. or any Subsidiary of the Company;
Subsidiary	means, in relation to a company (wherever incorporated) (the holding company), any other company in which the holding company (or a person acting on its behalf) directly or indirectly holds or controls either: (a) a majority of the voting rights exercisable at general meetings of the Shareholders of the company; or (b) the right to appoint or remove managers (or equivalent) having a majority of the voting rights exercisable at meetings of the board of managers of the company, and any company which is a Subsidiary of another company is also a Subsidiary of that company's holding company and unless the context otherwise requires, the application of the definition of Subsidiary to any company at any time shall apply to that company as it is at that time;
Tax	means a tax, levy, duty, or other charge or withholding of a similar nature, as well as any contribution (including but not limited to any social security or employee social security scheme) and any interest, penalty, addition or additional amount thereon imposed, assessed or collected by any authority competent to impose and/or collect Tax, including but not limited to any penalty, interest or costs payable in connection with any failure to pay or any delay in paying any of the same and including any VAT on costs charged by a supplier and "Taxes" and "Taxation" shall be construed accordingly;
Third Party	means, in relation to the Company Group, any person not being a member of a Shareholder Group;
Third Party Finance	means, in relation to the Company Group, any indebtedness in the nature of borrowing to a Third Party;
Total Equity Funding	means in relation to a Shareholder, the aggregate amount from time to time of the payments made to Company by the relevant Shareholder by way of subscription for Shares or subscription for PECs or contributions to the special equity reserve account of the Company, or subscription for Default Payment Shares, pursuant to the terms of the Shareholders' Agreement.

There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand Euros (2,000.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-septième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Bond Midco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.682, constituée le 27 mai

2013 suivant un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas fait l'objet de modifications depuis sa constitution.

A COMPARU:

OCM Luxembourg Bond Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.551 et ayant un capital social s'élevant à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12,500) (OCM Luxembourg Bond Holdings);

ici représentée par Anne-Claire Wax, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

MREF III Bond S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.790 et ayant un capital social s'élevant à quinze mille livres sterling (GBP 15,000) (MREF III Bond, et avec OCM Luxembourg Bond Holdings, les Associés);

ici représentée par Stéphane Joly-Meunier, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, précités et représentés comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social de la Société, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la société est actuellement fixé à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

II. L'ordre du jour de l'assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Création de six classes de parts sociales de la Société, soit les parts sociales de classe A1 (les Parts Sociales de Classe A1), les parts sociales de classe A2 (les Parts Sociales de Classe A2), les parts sociales de classe B1 (les Parts Sociales de Classe B1), les parts sociales de classe B2 (les Parts Sociales de Classe B2), les parts sociales de classe D1 (les Parts Sociales de Classe D1) et les parts sociales de classe D2 (les Parts Sociales de Classe D2), sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune;

3. Nouvelle dénomination des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes de la Société en onze mille deux cent cinquante (11.250) Parts Sociales de Classe A1 et mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe B1;

4. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) par un montant de douze mille cinq cent vingt livres sterling (GBP 12.520), à vingt-cinq mille vingt livres sterling (GBP 25.020) par voie d'émission de (i) onze mille deux cent cinquante (11.250) Parts Sociales de Classe A2, (ii) mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe B2, (v) dix (10) Parts Sociales de Classe D1, and (vi) dix (10) Parts Sociales de Classe D2, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune;

5. Souscription aux parts sociales et libération de l'augmentation du capital social mentionnée au point 4. ci-dessus;

6. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter la création de nouvelles classes de parts sociales, la nouvelle dénomination des parts sociales existantes de la Société en Parts Sociales de Classe A1 et Parts Sociales de Classe B1, et l'augmentation du capital social indiquée aux points 2., 3., et 4. ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder, pour le compte de la Société à l'enregistrement (i) de la création de des parts sociales, (ii) de la nouvelle dénomination des parts sociales existantes de la Société en Parts Sociales de Classe A1 et Parts Sociales de Classe B1, (iii) des Parts Sociales de Classe A1, des Parts Sociales de Classe A2, des Parts Sociales de Classe B1, des Parts Sociales de Classe B2, des Parts Sociales de Classe D1, et des Parts Sociales de Classe D2, nouvellement émises dans le registre des associés de la Société;

7. Refonte intégrale des statuts de la Société, et

8. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de créer six classes de parts sociales de la Société, soit Parts Sociales de Classe A1, les Parts Sociales de Classe A2, les Parts Sociales de Classe B1, les Parts Sociales de Classe B2, les Parts Sociales de Classe D1 et les Parts Sociales de Classe D2, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de renommer les des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes de la Société en:
- onze mille deux cent cinquante (11,250) Parts Sociales de Classe A1 détenues par OCM Luxembourg Bond Holdings;
et
- mille deux cent cinquante (1,250) Parts Sociales de Classe B1 détenues par MREF III Bond.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) par un montant de douze mille cinq cent vingt livres sterling (GBP 12.520), à vingt-cinq mille vingt livres sterling (GBP 25.020) par voie d'émission de (i) onze mille deux cent cinquante (11.250) Parts Sociales de Classe A2, (ii) mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe B2, (v) dix (10) Parts Sociales de Classe D1, and (vi) dix (10) Parts Sociales de Classe D2, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

Souscription - Libération

L'Assemblée accepte et enregistre les souscriptions suivantes aux parts sociales et la libération intégrale de l'augmentation du capital social ci-dessus comme suit:

OCM Luxembourg Bond Holdings, représenté comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à:

- onze mille deux cent cinquante (11.250) Parts Sociales de Classe A2, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et de les libérer entièrement par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de onze mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 11.250).

MREF III Bond, représenté comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à:

- mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales de Classe B2, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et de les libérer entièrement par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 1.250);

- dix (10) Parts Sociales de Classe D1, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et de les libérer entièrement par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de dix livres sterling (GBP 10); et

- dix (10) Parts Sociales de Classe D2, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et de les libérer entièrement par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de dix livres sterling (GBP 10).

Le montant total de douze mille cinq cent vingt livres sterling (GBP 12.520) est immédiatement à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant par un certificat de blocage.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter la création de nouvelles classes de parts sociales, la nouvelle dénomination des parts sociales existantes de la Société en Parts Sociales de Classe A1 et Parts Sociales de Classe B1, et l'augmentation du capital social indiquée aux deuxième, troisième et quatrième résolutions ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder, pour le compte de la Société à l'enregistrement (i) de la création de des parts sociales, (ii) de la nouvelle dénomination des parts sociales existantes de la Société en Parts Sociales de Classe A1 et Parts Sociales de Classe B1, (iii) des Parts Sociales de Classe A1, des Parts Sociales de Classe A2, des Parts Sociales de Classe B1, des Parts Sociales de Classe B2, des Parts Sociales de Classe D1, et des Parts Sociales de Classe D2, nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de reformuler intégralement les statuts de la Société. Les statuts coordonnés de la Société auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est Bond Midco S.à r.l. (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du Conseil (tel que défini à l'Article 7). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit

du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit ainsi que dans toutes propriétés immobilières et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut investir dans l'immobilier quelles que soient les modalités d'acquisition en ce compris notamment l'acquisition par la vente ou la réalisation de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille vingt livres sterling (GBP 25.020) représenté par onze mille deux cent cinquante (11.250) parts sociales de classe A1 (les «Parts Sociales de Classe A1»), onze mille deux cent cinquante (11.250) parts sociales de classe A2 (les «Parts Sociales de Classe A2»), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe B1 (les «Parts Sociales de Classe B1»), mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe B2 (les «Parts Sociales de Classe B2»), dix (10) parts sociales de classe D1 (les «Parts Sociales de Classe D1») et dix (10) parts sociales de classe D2 (les «Parts Sociales de Classe D2») sous forme nominative ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (collectivement les «Parts Sociales»).

5.2. Les Parts Sociales de Classe A1, les Parts Sociales de Classe B1 et les Parts Sociales de Classe D1 donnent exclusivement droit aux Bénéfices des Revenus dérivés de l'investissement de la Société dans SPV.

Tous ces Revenus nets seront affectés à une réserve de Classe A1, une réserve de Classe B1 et une réserve de Classe D1 jusqu'à leur distribution au(x) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe A1, des Parts Sociales de Classe B1 et des Parts Sociales de Classe D1 conformément aux Statuts et au Pacte d'Associés. Les Parts Sociales de Classe D1 donnent droit à leurs détenteurs de percevoir des Bénéfices sur les Revenus avec des Droits Spéciaux de Distribution.

5.3. Les Parts Sociales de Classe A2, les Parts Sociales de classe B2 et les Parts Sociales de Classe D2 ont droit exclusivement aux Plus-values en Capital réalisées par la Société. Les Parts Sociales de Classe A2, les Parts Sociales de Classe B2 et les Parts Sociales de Classe D2 n'autorisent pas leurs détenteurs à recevoir un dividende distribué par la Société. Dans cette mesure, les Parts Sociales de Classe A2, les Parts Sociales de Classe B2 et les Parts Sociales de Classe D2 autorisent leurs détenteurs à recevoir exclusivement le boni de liquidation en vertu des dispositions du Pacte d'Associés et des dispositions relatives à la liquidation et à la dissolution des Statuts. Toutes ces Plus-values en Capital seront

affectées à une réserve de Classe A2, à une réserve de Classe B2 et à une réserve de Classe D2 jusqu'à leur distribution au(x) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe A2, des Parts Sociales de Classe B2 et des Parts Sociales de Classe D2 conformément au Pacte d'Associés. Les Parts Sociales de Classe D2 donnent droit à leurs détenteurs de percevoir des Plus-values en Capital ayant des Droits Spéciaux de Distribution.

5.4. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Associé unique le cas échéant ou, selon le cas, par une résolution de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1. A l'exception de ce qui est prévu à l'Article 5, chaque Part Sociale donne droit au détenteur à une fraction des actifs et des bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, dans la mesure où seulement un propriétaire est admis par Part Sociale. Les copropriétaires indivis doivent nommer une personne unique qui les représentera envers la société.

6.3. Sous réserve de toutes restrictions de cession prévues dans le Pacte d'Associés, les Parts Sociales sont librement cessibles parmi les Associés ou, s'il n'y a pas plus d'un (1) Associé, aux tiers.

Si la société a plus d'un (1) Associé, la cession de Parts Sociales aux non-Associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve d'autres restrictions de cession prévues dans le Pacte d'Associés.

Une cession de Parts Sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

6.5. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est administrée par un conseil de gérance (le «Conseil») composé de cinq (5) membres dont trois (3) personnes sont nommées en tant que «Gérants de Classe A» et deux (2) personnes en tant que «Gérants de Classe B» (collectivement, les «Gérants»). Oaktree sera autorisée à fournir à l'assemblée générale des Associés une liste de candidats qui seront nommés en tant que Gérants de Classe A et MREF sera autorisée à fournir à l'assemblée générale des Associés une liste de candidats qui seront nommés en tant que Gérants de Classe B. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des Associés, qui fixe la durée de leur mandat, à partir des listes de candidats présentées par Oaktree et MREF ou par une résolution de l'Associé unique, le cas échéant. Le(s) Gérant(s) ne doivent pas nécessairement être Associé(s).

7.2. Les Gérants peuvent être révoqués, remplacés et nommés conformément au Pacte d'Associés. Tout Gérant exercera ses fonctions jusqu'à l'élection de son successeur. Tout Gérant peut également être réélu pour des mandats consécutifs.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi, les présents Statuts ou le Pacte d'Associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents, Associés ou non, pour des tâches spécifiques.

8.3. Le Conseil doit choisir parmi ses membres un président du Conseil à la majorité.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le Conseil se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent ou sur convocation d'un Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Une convocation écrite de toute réunion du Conseil sera donnée à tous les Gérants au moins sept (7) Jours Ouvrables, ou dans un délai de convocation plus court si au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B se mettent d'accord par écrit avant la date fixée pour cette réunion. Cet avis de convocation devra renseigner à tout moment:

- (i) un ordre du jour spécifiant avec suffisamment de détails les sujets à soulever lors de la réunion; et
- (ii) les copies de tous documents qui feront l'objet de discussions à la réunion.

9.3. La réunion du Conseil correctement convoquée peut être tenue à ces moments tels qu'ils seront fixés par le Conseil et dans tous les cas au moins une fois chaque trimestre d'une année civile.

9.4. Aucune convocation n'est exigée si tous les membres du Conseil de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés, et avoir eu une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la

réunion. Chaque membre du Conseil de la Société peut renoncer à la convocation en donnant son consentement par écrit, que ce soit en original, par télégramme, télex, fax ou courrier électronique.

9.5. Aucune délibération ne peut avoir lieu à toute réunion du Conseil en l'absence du quorum au début de la réunion et au moment de ladite délibération.

9.6. Si un quorum n'est pas atteint dans les trente (30) minutes après l'heure prévue pour la tenue de la réunion du Conseil dans l'avis de convocation à la réunion elle sera alors ajournée pendant dix (10) Jours Ouvrables à la même heure et au même lieu. Au cas où une réunion du Conseil convoquée dans un délai suffisant est ajournée une fois, lors de la prochaine réunion, le quorum sera de deux (2) Gérants uniquement si un (1) Gérant de Classe B est présent ou représenté.

9.7. Un gérant peut nommer un autre Gérant par écrit comme son mandataire afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

9.8. Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B sont présents ou représentés. Les résolutions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix exprimées, sous réserve, toutefois, des dispositions du Pacte d'Associés. Les résolutions du Conseil seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion.

9.9. Un Gérant peut participer à toute réunion du Conseil par le téléphone ou par visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler, à condition que le Gérant qui participe par ce moyen de communication ne soit pas physiquement présent au Royaume-Uni à l'heure de la réunion. La participation à une réunion par ces moyens est considérée comme équivalente à une participation en personne à cette réunion. Un Gérant qui participe à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication qui permet l'identification de ce Gérant et qui permet à toutes les personnes participant à la réunion de pouvoir s'entendre de façon continue et de pouvoir participer efficacement à la réunion, est considéré comme étant présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion du Conseil qui est tenue par le biais de ces moyens de communication est considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

9.10. Les résolutions circulaires signées par tous les Gérants seront valables et engageront la société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées par courrier ou par fax.

Art. 10. Décisions à la Majorité Qualifiée.

10.1. L'approbation Commune sera exigée pour les actions suivantes (les «Décisions Importantes»):

10.1.1. l'approbation du Plan d'Activités annuel et du Budget Annuel, ainsi que toutes modifications qui y sont apportées et toutes dérogations qui en résultent;

10.1.2. la cession de la Propriété ou d'une partie de la Propriété ou la cession des parts sociales à SPV réalisée autrement que selon le Pacte d'Associés;

10.1.3. l'acquisition par la Société de biens immobiliers supplémentaires, à moins qu'elle ne soit expressément énoncée dans le Plan d'Activités actuel;

10.1.4. la conclusion par la Société d'accords de financement, refinancement, ententes de couverture ou les modifications ou changements apportés à ces accords, à moins qu'ils ne soient expressément énoncés dans le Plan d'Activités actuel ou le Budget Annuel (sauf en ce qui concerne tout Prêt Prioritaire conclu selon les dispositions du Pacte d'Associés);

10.1.5. la conclusion par la Société de toute transaction avec les parties liées avec ou au profit de tout Associé ou de tout membre du Groupe d'Associés sauf si:

- a) la transaction est en rapport avec le maintien du Consultant Oaktree;
- b) cette transaction est une Transaction Oaktree Autorisée;
- c) la transaction concerne l'exercice d'un Droit de Vente d'Actifs par un Associé;
- d) la transaction concerne l'exercice du droit de préemption ou droit de premier refus (ROFO) par un Associé; ou
- e) la transaction concerne l'exercice de tout autre droit qui est expressément prévu dans le Pacte d'Associés ou dans tout autre document pour lequel les Associés sont parties;

10.1.6. le règlement des actions en justice par la Société (qu'elles soient signifiées ou menacées d'actions en justice);

10.1.7. la demande à un Associé de financer un apport de capital supplémentaire qui n'est pas expressément exposé dans le Plan d'Activités actuel ou le Budget Annuel excepté:

- a) pour tout Financement Nécessaire; ou
- b) si exigé par Oaktree conformément à l'article 10.2.4.;

10.1.8. tout changement de la résidence Fiscale ou du lieu de constitution de la Société;

10.1.9. toute distribution, paiement de l'impôt sur le revenu ou remboursement de capital effectué par la Société aux Associés en ce qui concerne toute Sûreté Pertinente sauf:

- a) si réalisé conformément au Pacte d'Associés; ou
- b) si ce paiement est en rapport avec un montant exigible à l'égard de tout Prêt Prioritaire selon la Convention de Prêt Prioritaire en question;

10.1.10. la modification des conditions générales de toute Sûreté Pertinente;

10.1.11. le rachat, l'émission, l'annulation ou la conversion de:

- a) toutes Sûretés Pertinentes; ou
- b) toute autre dette ou titre de participation émis par ou proposés pour émission par toute Société, autrement que conformément au Pacte d'Associés;

10.1.12. (dans les limites autorisées par la loi) toute proposition de dissolution de la Société ou autre procédure en vue de sa liquidation, administration (en dehors des tribunaux ou non), réorganisation, réajustement ou autre allègement selon toute loi sur la faillite, l'insolvabilité ou loi similaire ou le consentement par la Société à un décret ou une ordonnance d'aménagement ou tout dépôt d'une requête, demande ou document selon cette loi ou la nomination d'un fiduciaire, administrateur (en dehors des tribunaux ou non) ou liquidateur;

10.1.13. la conclusion par la Société de:

a) tout contrat ou engagement (ou une série ou de contrats ou d'engagements liés) ayant une valeur supérieure à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) (que ce soit conformément à une transaction unique ou au total durant toute période de douze mois (12)) autrement que dans le cadre normal des activités de la Société;

b) tout contrat ou engagement (ou une série ou de contrats ou d'engagements liés) dans le cadre normal des activités de la Société, ayant une valeur supérieure à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) (que ce soit conformément à une transaction unique ou au total durant toute période de douze (12) mois); ou

c) tout contrat qui comprend un engagement qui limite et qui nuit à la capacité de la Société en ce qui concerne le paiement des Distributions à ses Associés;

sauf si, dans chaque cas des paragraphes (a) et (b) du présent article:

(i) expressément et spécifiquement prévu dans le Plan d'Activités actuel et le Budget Annuel; ou

(ii) concernant le Droit de Vente d'Actifs; ou

(iii) selon la manière autorisée par le Pacte d'Associés en ce qui concerne le maintien du Consultant Oaktree;

(iv) autorisation contraire du Pacte d'Associés;

10.1.14. toute garantie ou indemnité donnée par la Société dont le montant serait supérieur à cent mille livres sterling (GBP 100.000) sauf si:

a) donné dans le cours normal des activités de la Société;

b) prévu dans le Plan d'Activités actuel ou le Budget Annuel;

10.1.15. les dépenses en capital ou autre engagement financier encourus par la Société non prévus dans le Plan d'Activités actuel ou le Budget Annuel supérieurs à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) sauf:

a) pour les frais d'urgence qui sont destinés à compenser le déficit du Flux de Trésorerie Net (après tout Paiement du Service de la Dette applicable), reflétés ou non dans le Plan d'Activités actuel ou le Budget Annuel; ou

b) dans les limites autorisées en ce qui concerne le maintien du Consultant Oaktree;

10.1.16. la conclusion par la Société de tout contrat ou de toute transaction à des conditions différentes des conditions de marché sauf:

a) en ce qui concerne l'exercice d'un Droit de Vente d'Actifs par un Associé dont une vente est effectuée à un autre Associé; ou

b) en ce qui concerne l'exercice d'un droit de préemption ou droit de premier refus (ROFO) par un Associé;

10.1.17. la conclusion, la modification ou la résiliation par la Société de tous contrats de travail, de consultation ou de services ayant une rémunération annuelle de plus de vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) autre que celle concernant le Consultant Oaktree;

10.1.18. Tout personnel recruté par la Société;

10.1.19. le fait de créer, donner ou permettre l'existence de toutes Charges portant sur la totalité ou sur une partie de l'entreprise, de la propriété ou des actifs de la Société sauf si:

a) elles interviennent dans le cours normal des activités de la société; ou

b) elles sont créés ou octroyées en rapport avec des Finances approuvées des Tiers;

10.1.20. la Société:

a) qui modifie un bail existant ou qui conclut un nouveau bail impliquant:

(i) plus de cinq mille (5.000) mètres carrés (sauf dans le cas de tout bail concernant un espace de restauration, une place de stationnement ou tout autre espace, qui seront traités chacun en tant que Décision Importante sans tenir compte de la superficie en mètres carrés concernée); ou

(ii) plus de cent mille livres sterling (GBP 100.000) de loyer annuel; ou

b) qui modifie des baux existants ou qui conclut des nouveaux baux au cours d'une année donnée qui dépassent:

(i) cinq mille (5.000) mètres carrés au total; ou

(ii) plus de cent mille livres sterling (GBP 100.000) de loyer annuel au total; et

10.1.21. la conclusion par la Société de tout accord ou disposition afin de faire ou de réaliser l'une des actions qui précèdent.

10.2. Tout Gérant de Classe A sera autorisé à tout moment à exiger de la Société qu'elle prenne les mesures suivantes, approuvées ou non par un Gérant de Classe B et aucun Gérant de Classe B ne sera autorisé à exiger de la Société qu'elle prenne ces mesures:

10.2.1. résilier toute Convention Réglementée de MREF dans des cas où une défaillance de l'un des membres des Fonds MREF ou de tout membre du Groupe Moorfield ou d'une personne agissant pour leur compte (autre que la Société s'il s'agit d'une personne qui est partie à la Convention Réglementée MREF) s'est produite qui autorise cette personne à exercer le droit de résiliation de toute Convention Réglementée MREF conformément à ses conditions;

10.2.2. négocier, faire respecter, accorder des dérogations en vertu de, et autrement traiter chaque Convention Réglementée MREF (en ce compris toute approbation de la Société concernant les ajustements de la Prévision des Revenus (tel que défini dans le Contrat de Gestion d'Actifs) et approuver toute détermination de toute Société si les Critères de Rendement (tels que définis dans le Contrat de Gestion d'Actifs) ont été remplis conformément à ses conditions);

10.2.3. résilier toute Convention Réglementée MREF au cas où un membre des Fonds MREF ou tout membre du Groupe Moorfield acquerrait un intérêt dans toute Propriété Concurrentielle dans le Secteur Concurrentiel et l'un ou l'autre des cas suivants:

10.2.3.1. MREF ne se conforme pas à l'exigence relative à la réalisation d'une Offre Concurrente prévue dans le Pacte d'Associés; ou

10.2.3.2. Le Pourcentage d'Intérêt de de MREF est inférieur à dix pour cent (10%),

et, dans chaque cas, Oaktree n'a pas consenti à cette acquisition;

10.2.4. lever des fonds propres supplémentaires auprès des Associés en rapport avec:

a) tout Financement Nécessaire conformément au Pacte d'Associés;

b) les dépenses d'investissement prévues dans le Plan d'Activités actuel ou dans le Budget Annuel;

c) tout financement destiné à compenser le déficit du Flux de Trésorerie Net (après tout Paiement du Service de la Dette applicable), spécifiquement exposé ou non dans le Plan d'Activités actuel, qui est raisonnablement déterminé par Oaktree ou par tout Gérant de Classe A comme étant nécessaire afin de:

(i) honorer les obligations de la Société en temps opportun;

(ii) veiller à ce que la Société ou la Propriété soient conformes avec toutes les lois applicables; ou

(iii) protéger la viabilité permanente de la Société ou empêcher toute diminution importante de la valeur de la Propriété, ce qui est urgent dans des circonstances dans lesquelles il n'est pas raisonnablement possible d'attendre que ceci soit inclus dans le futur Plan d'Activités approuvé; ou

(iv) accomplir une ou plusieurs des mesures qui précèdent;

10.2.5. demander à SPV de commercialiser et de vendre la Propriété, à la Société de commercialiser et de vendre ses intérêts à SPV ou aux Associés de commercialiser et de vendre leurs intérêts dans la Société conformément au Pacte d'Associés (mais toujours sous réserve du droit de préemption ou droit de premier refus (ROFO));

10.2.6. entreprendre et procéder à une vérification, aux frais du Groupe de la Société, des livres et registres du Groupe de la Société; à condition, toutefois, que tant que le Gestionnaire des Actifs ne manque pas à ses obligations auxquelles il est tenu selon le Contrat de Gestion des Actifs, cette vérification ne puisse pas être engagée plus d'une fois durant toute année civile;

10.2.7. conserver et révoquer, aux frais du Groupe de la Société, un consultant indépendant (qui n'est pas un membre du Groupe Oaktree) (le «Consultant Oaktree») choisi par Oaktree à sa seule discrétion, afin de fournir une gestion des actifs et de prévoir des services de contrôles (due diligence) à Oaktree en rapport avec le Groupe de la Société et la Propriété; à condition, toutefois, que les honoraires payables à ce Consultant Oaktree soient payés aux taux du marché et ne dépassent pas cent mille livres sterling (GBP 100.000) (hors TVA) pendant toute année civile; et

10.2.8. Faire en sorte que la Société paie le Droit de Sortie (tel que défini dans le Contrat de Gestion d'Actifs) au Gestionnaire d'Actifs Moorfield aux conditions et sous réserve des conditions du Contrat de Gestion d'Actifs à condition que le Gestionnaire d'Actifs Moorfield soit à ce moment-là le Gestionnaire d'Actifs actuel immédiatement avant la réalisation ou au moment de la réalisation d'une vente de la totalité de la Propriété et/ou de la totalité des intérêts de la Société dans SPV et/ou la vente par les Associés de la totalité de leurs intérêts dans la Société conformément au Pacte d'Associés.

10.3. Nonobstant toute délégation de pouvoirs au Gestionnaire des Actifs selon le Contrat de Gestion des Actifs, les Gérants de Classe A auront un droit de veto sur les décisions suivantes (le «Droit de Veto Oaktree»):

10.3.1. la conclusion par la Société de tout contrat ayant un coût total pour la Société supérieur à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) ou plusieurs contrats au cours d'une année donnée supérieurs à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) au total;

10.3.2. le fait que la Société contracte toute obligation supérieure à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) ou plusieurs obligations au cours d'une année donnée supérieures à vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) au total; ou

10.3.3. la Société qui modifie un bail existant ou qui conclut un nouveau bail impliquant:

- (i) plus de cinq mille (5.000) mètres carrés; ou
- (ii) plus de cent mille livres sterling (GBP 100.000) de loyer annuel; et

10.3.4. la Société qui modifie des baux existants ou qui conclut des nouveaux baux au cours d'une année donnée qui dépassent:

- (i) cinq mille (5.000) mètres carrés au total; ou
- (ii) plus de cent mille livres sterling (GBP 100.000) de loyer annuel au total; et

10.3.5. la conclusion par la Société de tout accord ou disposition afin de faire ou de réaliser l'une des mesures qui précèdent,

et lorsque le Gestionnaire des Actifs demande l'approbation d'un sujet qui est soumis au Droit de Veto Oaktree conformément au présent article 10.3., la Société demandera au Gestionnaire des Actifs de fournir suffisamment d'information à la Société afin de permettre à son conseil de gérance de pouvoir prendre une décision éclairée et Oaktree devra faire en sorte que la Société réponde à cette demande dans un délai de dix (10) Jours Ouvrables à compter de la réception de cette information par la Société.

10.3.6. Lorsqu'une mesure représente une Décision Importante et que cette mesure est soumise au Droit de Veto Oaktree, l'approbation pour cette mesure sera exigée en tant que Décision Importante et par Oaktree selon le Droit de Veto Oaktree.

10.3.7. Tout Gérant de Classe B sera autorisé à exiger à tout moment de sa Société qu'elle prenne toute mesure qui n'est pas énoncée à l'article 10.1., ou à l'article 10.2., ou à l'article 10.3., approuvé ou non par un Gérant de Classe A; à condition que cette mesure soit conforme au Pacte d'Associés, au Plan d'Activités actuel et soit cohérent avec l'objet du groupe de la Société, comme énoncé à l'article 10.1., ou à l'article 10.2., ou à l'article 10.3., et également à condition que, dans le cas où MREF devient un Associé Défaillant, le présent article 10.3.7. soit considéré comme nul et non avenue et sans effet.

10.3.8. Au cas où le Pourcentage d'Intérêt d'un Associé est inférieur à cinq pourcent (5%), alors:

10.3.8.1. l'approbation de cet Associé, ou de tout gérant nommé par cet Associé, ne sera pas exigé pour les besoins d'une Approbation Conjointe en ce qui concerne toute Décision Importante (autre que celle liée aux Décisions Fondamentales) tant que le Pourcentage d'Intérêt de cet Associé reste inférieur à cinq pourcent (5%);

10.3.8.2. si concernant Oaktree, les Gérants de Classe A ne seront pas autorisés à donner effet à toutes décisions conformément à la clause 10.3. et que Oaktree ne sera pas autorisé à exercer le Droit de Veto Oaktree (sauf si adopté par Approbation Conjointe) tant que son Pourcentage d'Intérêt reste inférieur à cinq pourcent (5%); et

10.3.8.3. si concernant MREF, les Gérants de Classe A auront le droit d'exiger de la Société qu'elle résilie le Contrat de Gestion d'Actifs sans paiement ou pénalité (sauf en ce qui concerne tous droits au paiement acquis avant cette résiliation), si le Gestionnaire des Actifs est un Gestionnaire des Actifs Moorfield, et, dès cette résiliation, le droit de MREF de recevoir des Distributions sera réduit en vertu des dispositions du Pacte d'Associés.

Art. 11. Représentation. Sous réserve du Pacte d'Associés, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B de la Société ou, le cas échéant, par les signatures conjointes ou individuelles de toutes personnes à qui ce pouvoir de signature aura été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des présents Statuts.

Art. 12. Responsabilité des Gérants. Les Gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant tout engagement régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où cet engagement est conforme aux présents Statuts et aux dispositions en vigueur de la Loi.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 13. Pouvoirs et droits de vote.

13.1. L'Associé Unique, le cas échéant, assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des Associés.

13.2. Chaque Associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

13.3. Chaque Associé peut nommer toute personne ou entité comme son mandataire en vertu d'une procuration écrite donnée par lettre, télégramme, télex, fax ou courrier électronique, afin de représenter aux assemblées générales des Associés.

Art. 14. Forme - Quorum - Majorité.

14.1. S'il n'y a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés peuvent être prises par résolution circulaire, dont le texte sera envoyé à tous les Associés par écrit, que ce soit en original ou par télégramme, télex, fax ou courrier électronique. Les Associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées par lettre ou par fax.

14.2. Sous réserve du Pacte d'Associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des Associés qui détiennent plus de la moitié du capital social.

14.3. Cependant, sous réserve du Pacte d'Associés, les résolutions relatives à la modification des statuts ou à la dissolution et à la liquidation de la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité des Associés qui détiennent au moins les trois-quarts du capital social.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 15. Exercice Social.

15.1. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société ainsi que les dettes des Gérants, du ou des commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) et des Associés envers la Société.

15.3. Chaque Associé peut prendre connaissance de l'inventaire mentionné ci-dessus et du bilan au siège social de la Société.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal.

16.2. Sous réserve des dispositions Statutaires et du Pacte d'Associés, l'assemblée générale des Associés a le pouvoir discrétionnaire de décider de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels; elle peut en particulier affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

16.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, sous réserve de toutes dispositions relatives au dividende prévues par le Pacte d'Associés, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un relevé des comptes ou inventaire ou rapport est établi par le Conseil;
- (ii) ce relevé de comptes, inventaire ou rapport montre que des fonds suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes est prise par l'Associé Unique, le cas échéant, ou par l'assemblée générale des Associés de la Société;
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. La société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Associés, laquelle résolution devra être adoptée conformément au Pacte d'Associés et à l'article 14.3. des Statuts. Les Associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, afin de réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf résolution contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux Associés en vertu des conditions relatives aux Parts Sociales émises et du Pacte d'Associés et si le Pacte d'Associés a été résilié, est caduque, a expiré ou a cessé d'exister de quelque manière que ce soit, cet excédent sera distribué aux Associés, proportionnellement aux Parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Disposition générale

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires des Gérants ainsi que les résolutions circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, téléfax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire à l'ensemble des conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence ainsi que les résolutions circulaires des Associés, le cas échéant, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Associés.

18.5. En cas de divergences entre les Statuts et le Pacte d'Associés, le Pacte d'Associés fera foi.

VIII. Définitions

Les termes clés utilisés dans les Statuts auront la signification qui leur est attribuée ci-après:

Apport au Déficit en Capital	signifie, si un défaut de paiement survient, l'apport de la partie non-financée à la Société en tant qu'apport au Déficit par l'Associé Non-Défaillant;
Associés	signifie les détenteurs des Parts Sociales;
Associé Non-Défaillant	Contrôle et le nouveau contrôleur n'est pas un Concurrent Interdit tel que défini dans le Pacte d'Associés (selon l'opinion raisonnable d'Oaktree).
Approbation Conjointe	signifie un Associé qui n'est pas un Associé Défaillant;
Budget Annuel	signifie en ce qui concerne la Société, l'approbation à la fois des Gérants de Classe A et des Gérants de Classe B; à condition, cependant, que l'approbation d'un Associé Défaillant ou d'un Gérant nommé par l'Associé Défaillant, ne soit pas exigée pour les besoins de la présente définition;
Bénéfices sur les Revenus	signifie un budget de SPV pour chaque exercice comptable (article 15.1. des Statuts) préparé par le Gestionnaire des Actifs et soumis à l'approbation du conseil de gérance de SPV. Le Budget Annuel sera présenté sous la forme et renseignera les informations équivalentes exposées dans le Budget Annuel initial pour SPV comme inclus dans le Pacte d'Associés;
Changement de Contrôle	signifie tous bénéfices qui émergent dans la Société autres que les Plus-Values en Capital;
Consultant Oaktree	signifie: (a) concernant Oaktree, toutes les Sociétés-Mères d'Oaktree (considérées dans leur ensemble) qui cessent de détenir, directement ou indirectement, 100% de l'intérêt légal et bénéficiaire dans Oaktree; et (b) concernant MREF, MREF III GP Limited (en qualité d'associé commandité des Fonds MREF) qui cesse de détenir 100% de l'intérêt légal et bénéficiaire dans MREF; et (c) concernant MREF ou le Gestionnaire des Actifs Moorfield; (i) un changement de Contrôle direct ou indirect a lieu soit du Groupe Moorfield, MREF III GP LIMITED ou du Gestionnaire des Actifs Moorfield ou (ii) une vente est réalisée à un Concurrent Interdit, tel que défini dans le Pacte d'Associés, de plus de vingt-cinq pour cent (25%) de l'intérêt légal et bénéficiaire dans le Groupe Moorfield, MREF III GP Limited ou le Gestionnaire des Actifs Moorfield ou (iii) une vente à toute personne qui n'est pas un Contrôleur Autorisé, tel que défini dans le Pacte d'Associés, de tout l'intérêt légal et bénéficiaire dans le Groupe Moorfield, MREF III GP Limited ou le Gestionnaire des Actifs Moorfield est réalisée;
Contrat de Gestion des Actifs	a la signification qui lui est donnée à l'article 10.2.7.;
Contrôle	signifie le contrat de gestion des actifs en rapport avec la Propriété tel qu'il a été convenu qui sera conclu entre SPV et le Gestionnaire des Actifs à la date de Réalisation ou avant cette date, ainsi que tout autre contrat de gestion des actifs pouvant être conclu par un membre du Groupe de la Société avec le Gestionnaire des Actifs de temps à autre;
Convention d'Achat	signifie, concernant une personne (la «première personne»), le pouvoir d'une personne (la «deuxième personne»), par le biais direct ou indirect d'un ou de plusieurs intermédiaires, de: (a) voter cinquante pour cent (50%) ou plus des titres avec droit de vote en circulation de cette première personne; (b) diriger les portiques de gestion de cette première personne ou entité par contrat ou autre; ou (c) s'assurer que les affaires de la première personne sont menées comme le souhaite la deuxième personne en vertu de tous pouvoirs conférés par les documents constitutifs ou sociaux, ou tout autre document, régissant cette première personne ou toute autre personne; et «Contrôlant» et «Contrôlé» seront interprétés en conséquence;
Convention de Prêt Prioritaire	signifie la convention relative à la vente et à l'achat de la Propriété (et des actifs liés) en vertu de laquelle une SPV (ou un membre du Groupe de Sociétés) acquerra la Propriété et les actifs liés;
Conventions Réglementées	signifie une convention de prêt telle qu'elle a été convenue pouvant exister de temps à autre en vertu des dispositions du Pacte d'Associés attestant qu'un Associé a accordé des Prêts Prioritaires à la Société;
MREF	signifie toute convention ou arrangement de quelque nature que ce soit (ayant force exécutoire ou non) entre: (i) un membre du Groupe de Sociétés

Date d'Echéance	<p>(ii) et un membre des Fonds MREF ou un membre du Groupe Moorfield et comprend le Contrat de Gestion des Actifs (mais pas le Pacte d'Associés); signifie le Jour Ouvrable précisé pour le paiement d'un Financement Nécessaire dans l'avis en question remis aux Associés qui expose qu'un Financement Nécessaire est requis, le montant de ce Financement Nécessaire et le Jour Ouvrable où le Financement Nécessaire devrait être effectué;</p>
Décisions Essentielles	<p>signifie les actions suivantes:</p> <p>(a) tout amendement, modification ou cessation du Pacte d'Associés; sauf les amendements ou modifications qui:</p> <p>(i) n'ont pas un effet défavorable disproportionné sur le(s) Associé(s) Défaillant(s);</p> <p>(ii) n'augmentent pas le passif financier effectif ou prévu de l'Associé Défaillant;</p> <p>(iii) n'imposent pas une obligation importante à l'Associé Défaillant; ou</p> <p>(iv) n'exigent pas l'Associé Défaillant à faire toutes dépenses importantes supplémentaires qui ne sont pas encore prévues selon le Pacte d'Associés avant que l'amendement ou la modification ne soit réalisés;</p> <p>(b) conclure toute transaction avec des parties liées avec ou au profit soit de l'autre Associé soit de tout membre du Groupe d'un Associé ou affilié de l'autre Associé (autre qu'une Transaction Oaktree Autorisée);</p> <p>(c) dissoudre, mettre fin ou liquider la Société si la Société ou la Propriété n'ont pas été vendues conformément au Pacte d'Associés; ou</p> <p>(d) l'acquisition par la Société ou SPV de tous biens immobiliers supplémentaires, à moins qu'elle ne soit expressément énoncée dans le Plan d'Activités actuel en vigueur;</p>
Décisions Importantes	<p>a la signification donnée à l'article 10.1.;</p>
Défaut de Paiement	<p>signifie le déficit entre le montant exigible et le montant payé par tout Associé à la Date d'échéance;</p>
Dépenses	<p>signifie, pour toute période, les dépenses brutes totales de la Société et de SPV qui concernent raisonnablement les opérations de la Société et de cette SPV, propriété, droit, développement, entretien, gestion, opérations, vente, financement ou refinancement de la Propriété pendant cette période considérée alors par le Plan d'Activités en vigueur ou bien approuvé, sous réserve du Pacte d'Associés (soit prospectivement soit rétroactivement) par le conseil de gérance concerné, en ce compris (sans double comptabilisation):</p> <p>(a) toutes les charges d'exploitation (en ce compris l'impôt foncier des entreprises, l'assurance, les services publics, la gestion immobilière, les charges locatives, les coûts nuls, l'entretien, les réparations d'urgence, et tous les honoraires, commissions, frais et indemnités payés ou remboursés à un Associé ou à tout membre du Groupe d'Associés dans les limites autorisées selon les dispositions du Pacte d'Associés;</p> <p>(b) tous les frais liés à la location (en ce compris les honoraires de l'agent immobilier, les frais de commercialisation et les frais juridiques associés aux activités locatives);</p> <p>(c) toutes les dépenses qui sont traitées comme des dépenses en capital selon les PCGR applicables (par opposition aux déductions de frais prévues au paragraphe a) ci-dessus en ce compris les coûts relatifs aux améliorations locatives;</p> <p>(d) tous les Honoraires de Gestion d'Actifs (comme défini dans le Contrat de Gestion des Actifs) ainsi que tous les autres honoraires, frais et dépenses exigibles au Gestionnaire des Actifs en vertu du Contrat de Gestion des Actifs;</p> <p>(e) tous les Paiements du Service de la Dette (qui ne concernent pas tout Prêt-Relais ou Prêt Prioritaire);</p> <p>(f) tous les dépôts de Récépissés sur l'un des comptes de réserve de la Société;</p> <p>(g) toutes les dépenses relatives à toute acquisition, vente, cession, financement, refinancement ou à la titrisation de la Propriété;</p> <p>(h) les taxes en ce compris les impôts fonciers et évaluations, les Taxes sur les biens personnels et les taxes de vente;</p> <p>(i) toutes les dépenses relatives à la consultation, les dépenses juridiques, comptables, administratives, les frais de vérification, assurance d'évaluation et les frais de gestion encourus par tout membre du Groupe de Sociétés en rapport avec l'un des points ci-dessus,</p> <p>à condition, toutefois, que les points ci-dessus ne soient pas compris dans les Dépenses:</p> <p>(i) tout paiement ou dépenses dans la mesure où:</p> <p>(A) les sources de financement utilisées pour ce paiement ou ces dépenses ne sont pas comprises dans les Recettes; ou</p>

	(B) ce paiement ou ces dépenses sont prélevés sur l'une des réserves de la Société (sauf si le retrait des fonds afin d'effectuer ce paiement ou ces dépenses a été considéré comme faisant partie du groupe Recettes); ou (ii) toutes dépenses dûment imputables à la liquidation de la Société;
Distributions	(a) signifie tout paiement versé aux Associés autre que le paiement selon une Convention Réglementée de MREF, mais en ce compris tout paiement généré par ce qui suit: (b) le paiement du principal et des intérêts pour tout Prêt Prioritaire; (c) le remboursement de tous montants apportés en tant qu'Apport au Déficit en Capital et en ce compris tous paiements supplémentaires nécessaires afin de fournir le TRI minimum requis en ce qui concerne cet Apport pour les besoins de l'Insuffisance en Capital conformément au Pacte d'Associés; (d) le paiement de tout revenu ou rendement (que ce soit sous forme de dividende ou une autre distribution d'actifs) pour toute Sûreté Pertinente; (e) le paiement pour tout rachat de toute Sûreté Pertinente ou de tous prêts; (f) tout remboursement de capital pour toute Sûreté Pertinente (y compris en cas de liquidation); (g) et «Distribué» sera interprété en conséquence;
Droit de Vente des Actifs	signifie: (d) concernant MREF, une vente de la Propriété ou toutes cessions partielles de celle-ci effectuée en vertu du Pacte d'Associés; et (e) concernant Oaktree, une vente de la Propriété ou toutes cessions partielles de celle-ci effectuée en vertu du Pacte d'Associés;
Droit de Veto Oaktree	a la signification qui lui est donnée à l'article 10.3.;
Droit Spéciaux de Distribution	signifie tous droits spécifiques ou étendus afin de recevoir les Distributions comme exposé dans le Pacte d'Associés.
Evénement d'Insolvabilité	signifie, concernant toute personne, (a) le dépôt par cette personne d'une demande ou d'un consentement à la nomination d'un fiduciaire pour les actifs de cette personne; (b) le dépôt par cette personne d'une requête volontaire en faillite ou le dépôt d'une pièce de procédure devant toute cour d'archives reconnaissant par écrit son incapacité à payer ses dettes à leur échéance; (c) la réalisation par cette personne d'une cession générale au profit des créanciers; (d) Le dépôt par cette personne d'une réponse qui admet les allégations importantes ou son consentement ou son manquement à répondre à la pétition de mise en faillite déposée contre elle dans le cadre de toute procédure en faillite; ou (e) tout séquestre, toute saisie-exécution, mise en séquestre ou toute autre main mise similaire qui est ordonnée ou imposée ou poursuivie en justice sur la propriété d'une partie qui n'est pas révoquée dans un délai de sept (7) jours; (f) le bénéficiaire d'une sûreté qui prend possession de, ou un administrateur, un administrateur judiciaire, séquestre, syndic ou liquidateur qui sont nommés pour la totalité ou une partie importante de toute société, propriété, ou actifs d'une partie ou ceux de sa société holding; (g) une pétition est présentée ou une ordonnance est rendue ou une résolution est adoptée pour la dissolution de toute personne (uniquement pour les besoins d'une reconstruction ou une fusion solvable à des conditions et dans ce délai comme approuvé précédemment par écrit par les Associés autres que la personne, cette approbation qui ne devra pas être refusée sans motif valable); ou (h) l'entrée d'une ordonnance, d'un jugement, ou décret par tout tribunal compétent qui prononce cette personne en faillite ou qui nomme un fiduciaire de ses actifs, et cette ordonnance, jugement, ou décret reste en instance et en vigueur pour une durée de soixante (60) jours, ou toute procédure ou mesure analogue est prise dans toute juridiction, mais à l'exclusion de toutes les procédures qui: (i) sont vexatoires ou futiles ou considérées comme un abus de procédure de la cour et (ii) sont rejetées, annulées ou retirées dans un délai de soixante (60) jours suivant leur entrée;
Filiale	signifie, concernant une société (quel que soit son lieu de constitution) (la société portefeuille ou société holding), toute autre société dans laquelle la société de

	<p>portefeuille ou société holding (ou une personne agissant en son nom) détient ou contrôle directement ou indirectement soit:</p> <p>(a) une majorité des droits de vote pouvant être exprimés en assemblées générales des Associés de la Société; ou</p> <p>(b) le droit de nommer ou de révoquer des gérants (ou leur équivalent) ayant une majorité des droits de vote pouvant être exprimés en réunions du conseil de gérance de la Société,</p> <p>et toute société qui est une Filiale d'une autre société est également une Filiale de la société de portefeuille ou société holding de cette société et à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'application de la définition de Filiale à une société à tout moment s'appliquera à cette société comme présenté à ce moment;</p>
Financement Initial	<p>signifie:</p> <p>(a) les apports en capital par la souscription des Parts Sociales;</p> <p>(b) toutes les avances qui seront faites à la Société par le biais du rachat de PECs émis par la Société;</p> <p>(c) les apports au compte d'affectation spécial des capitaux propres de la Société, et</p> <p>(d) tous les autres prêts ou apports qui seront faits à la Société envisagés dans le Pacte d'Associés;</p> <p>qui seront effectués par les Associés initiaux dans chaque cas:</p> <p>(i) conformément au Pacte d'Associés;</p> <p>(ii) proportionnellement à leurs Pourcentages d'Intérêts respectifs; et</p> <p>(iii) afin de faire en sorte que la Société et le Groupe de Sociétés acquièrent la Propriété et payent le Prix d'Achat (tel que défini dans la Convention d'Achat) en ce qui concerne la Propriété selon la Convention d'Achat, en ce compris toutes Taxes associées, honoraires et dépenses, les frais de notaire, les droits d'enregistrement, les droits de timbre, la taxe de transfert, la TVA ou toute taxe sur les transactions similaires ou autres Taxes exigibles ci-après, tel qu'il est indiqué plus précisément dans le Pacte d'Associés;</p>
Financement Nécessaire	<p>signifie les apports de capital des Associés proportionnellement à leurs Pourcentage d'Intérêts de temps à autre en ce qui concerne:</p> <p>(a) le Financement Initial;</p> <p>(b) le financement du Déficit du Service de la Dette;</p> <p>(c) tout financement expressément stipulé dans le Plan d'Activités actuel en vigueur; et</p> <p>(d) à tout financement destiné à pallier tout déficit du Flux Net de Trésorerie (après tout Paiement du Service de la Dette applicable), stipulé expressément ou non dans Plan d'Activités, qui est déterminé raisonnablement par Oaktree ou un Gérant de Classe A comme étant nécessaire afin de:</p> <p>(i) honorer les obligations de la Société en temps voulu;</p> <p>(ii) veiller à ce que la Société ou la Propriété soient en conformité avec toutes les lois applicables;</p> <p>(iii) protéger la viabilité permanente de la Société ou empêcher toute diminution importante de la valeur de la Propriété, ce qui est urgent dans des circonstances dans lesquelles il n'est pas raisonnablement possible d'attendre que ceci soit inclus dans le futur Plan d'Activités approuvé; ou</p> <p>(iv) accomplir une ou plusieurs des actions mentionnées ci-dessus;</p>
Financement par des Tiers	<p>signifie, concernant le Groupe de Sociétés, tout endettement dans la nature d'emprunt à un Tiers;</p>
Flux Net de Trésorerie	<p>signifie, pour quelque période que ce soit, l'excédent des:</p> <p>(a) Recettes pour cette période écoulée</p> <p>(b) Dépenses pour cette période;</p>
Fonction TRI	<p>signifie la fonction XTRI dans Microsoft Excel;</p>
Fonds MREF	<p>signifie MREF III «A», MREF III «B» et MREF III «PC» tel que défini dans le Pacte d'Associés;</p> <p>et «membre des Fonds MREF» sera interprété en conséquence;</p>
Gains en Capital	<p>signifie tous bénéfices générés au sein de la Société qui, si la Société aurait été une personne physique résidente au Royaume-Uni, donneraient lieu à une plus-value imposable au sein de la Société tel que défini par TCGA 1992 s1 (ou une loi équivalente si cette disposition était remplacée en vertu du droit britannique);</p>
Gérant de Classe A	<p>a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1.;</p>
Gérant de Classe B	<p>a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1.;</p>

Gestionnaire d'Actifs Moorfield	signifie Moorfield Group Limited (une société constituée en Angleterre immatriculée sous le numéro 4017777) ou cet autre membre entièrement détenu et Contrôlé des Fonds MREF ou membre du Groupe Moorfield nommé en qualité de gestionnaire des actifs pour la Propriété afin de fournir les services indiqués dans le Contrat de Gestion des Actifs en question;
Gestionnaire des Actifs	signifie, initialement, le Gestionnaire des Actifs Moorfield ou toute autre personne qui est engagée en tant que gestionnaire des actifs pour la Propriété afin de fournir les services indiqués dans le Contrat de Gestion des Actifs en question;
Grèvement	signifie une hypothèque, taxe, nantissement, privilège, option, restriction, affectation, mise en gage, droit de premier refus, droit de préemption ou de conversion, droit ou intérêt des tiers, un autre grèvement, intérêt prioritaire ou sûreté de quelque nature que ce soit, ou un autre type de contrat ou d'arrangement ayant un effet identique ou similaire à l'une des dépenses qui précèdent;
Groupe d'Associés	signifie: (a) concernant Oaktree, le Groupe Oaktree; (b) concernant MREF, le Groupe Moorfield, et les Fonds MREF; et «membre du Groupe d'Associés» et «Société du Groupe d'Associés» seront interprétés en conséquence;
Groupe de Sociétés	signifie la Société et toute société SPV, et «membre du Groupe de Sociétés» et «Groupe de Sociétés de la Société» seront interprétés en conséquence;
Groupe Moorfield	signifie Moorfield Group Limited, ses Filiales et membre du Groupe Moorfield sera interprété en conséquence;
Groupe Oaktree	signifie toute personne qui directement ou indirectement Contrôle, est Contrôlée par ou est sous le Contrôle commun (direct ou indirect) avec une Société Mère d'Oaktree de temps à autre et «membre du Groupe d'Oaktree» sera interprété en conséquence;
Impôt	signifie un impôt, un prélèvement, un droit, ou une autre charge ou retenue d'impôt de nature similaire, ainsi que toute contribution (en ce compris notamment tout régime de sécurité sociale ou régime de sécurité sociale des employés) et tout intérêt, pénalité, montant additionnel ou supplémentaire imposés, évalués ou collectés sur ceux-ci par toute autorité compétente habilitée à établir et/ou percevoir l'Impôt, en ce compris notamment, toute pénalité, intérêt ou frais à acquitter en rapport avec tout défaut de paiement ou tout paiement tardif de ceux-ci et en ce compris toute TVA sur les frais facturés par un fournisseur et «Impôts» et «Imposition» seront interprétés en conséquence;
Insuffisance de Financement du Service de la Dette	signifie tout montant exigé afin d'effectuer le paiement selon tout Financement par des Tiers afin d'éviter un défaut de paiement ou de payer toutes dépenses y relatives en conséquence de ce défaut;
Jour Ouvrable	signifie un jour autre que le Samedi, le Dimanche, un jour qui est un jour férié légal à Londres, Luxembourg, l'Etat de Californie ou New York, ou tout autre jour où les établissements bancaires sont fermés à Londres, Luxembourg, l'Etat de Californie ou New York. Afin d'éviter toute confusion, toute référence aux «jour(s)» (et non pas aux «Jours Ouvrables») dans les présents Statuts signifiera les jours civils;
Loi	a la signification donnée à l'article 1.1.;
MREF	signifie MREF II Bond S.à r.l.;
Oaktree	Signifie OCM Luxembourg Bond Holdings S.à r.l.;
Pacte d'Associés	Signifie tout pacte d'associés concernant la Société et le Groupe de Sociétés qui peut exister de temps à autre entre les Associés;
Paiement du Service de la Dette	signifie tout montant exigé afin d'effectuer le paiement selon tout Financement par des Tiers et comprend les versements d'intérêts, les paiements d'amortissement, autres paiements et honoraires et dépenses de quelque nature que ce soit (par exemple, les commissions d'arrangement, les commissions d'engagement, les honoraires du conseiller, les frais juridiques et frais similaires et les remboursements des honoraires, frais ou autres dépenses quels qu'ils soient) concernant ce Financement par des Tiers;
Parts Sociales	a la signification attribuée à l'article 5.1.;
Part Sociale de Classe A1	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;
Part Sociale de Classe A2	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;
Part Sociale de Classe B1	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;

Part Sociale de Classe B2	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;
Part Sociale de Classe D1	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;
Part Sociale de Classe D2	a la signification qui lui est attribuée à l'article 5.1.;
Parts Sociales en Défaut de Paiement	signifie les Parts Sociales de classe C pouvant être émises en cas de Défaut de Paiement comme exposé dans le Pacte d'Associés;
Partie en Défaut	signifie tout Associé qui se trouve en défaut de paiement, en totalité ou en partie, à la Date d'échéance en vertu des dispositions du Pacte d'Associés;
PECs	signifie les certificats de parts sociales privilégiées de la Société selon la forme convenue, pouvant être émis par la Société de temps à autre, et tous autres certificats de parts sociales privilégiées pouvant être émis par la Société de temps à autre et «PEC» signifie l'un ou plusieurs des certificats qui précèdent;
Plan d'Activités	signifie un plan d'activités de SPV préparé par le Gestionnaire d'Actifs et soumis à l'approbation du conseil de gérance de SPV. Le Plan d'Activités sera présenté sous la forme et renseignera les informations équivalentes exposées dans le Plan d'Activités initial pour SPV qui est rédigé dans la forme qui a été convenue;
Pourcentage d'Intérêt	signifie: (a) à la date du 17 juillet 2013, concernant Oaktree, quatre-vingt-dix pour cent (90%) et concernant MREF, dix pour cent (10%); et (b) à tout autre moment pour tout Associé, le quotient, exprimé en pourcentage (arrondi au millième de un pour cent le plus proche) de (i) le Financement en Capitaux Total de cet Associé (ou le(s) prédécesseur(s) ayants droit) divisé par (ii) la somme du Financement en Capitaux Total de tous les Associés (ou de leurs prédécesseurs respectifs ayants droit);
Prêts Prioritaires	signifie tous prêts pouvant exister de temps à autre effectués par un Associé à la Société afin de couvrir un Défaut de Paiement d'un autre Associé, lesquels prêts seront effectués aux conditions de la Convention de Prêt Prioritaire;
Prêt-Relais	signifie tout prêt productif d'intérêts qui peut exister de temps à autre et qui est fait par le Prêteur Relais à MREF afin de financer à hauteur de cinquante pour cent (50%) le Financement Initial qui sera effectué par MREF aux conditions générales exposées dans le Pacte d'Associés;
Prêteur-Relais	signifie Oaktree ou un membre du Groupe Oaktree qui est un prêteur qui avance les fonds mis à disposition en ce qui concerne le prêt-relais et comprend toute autre personne désignée en que «prêteur» (ou des mots semblables) concernant ce Prêt-Relais;
Propriété	signifie une propriété indépendante connue sous le nom de 100 Barbirolli Square et café bar, Manchester M2 enregistrée sous les numéros de parcelles GM681003 et GM681508 auprès du Bureau d'Enregistrement des Titres de Propriété H.M. (H.M. Land Registry) avec titre absolu et cinquante pour cent (50%) des intérêts dans GBS Management Ltd;
Réalisation	a la signification qui est attribuée à ce terme selon la Convention d'Achat;
Recettes	signifie, sur quelque période que ce soit, les recettes brutes totales reçues par un membre du Groupe de Sociétés pendant la période considérée, en ce compris (sans double comptabilisation) toutes les recettes d'un membre du Groupe de Sociétés provenant: (a) du loyer, des frais, dépenses et autres recouvrements ainsi que tout loyer additionnel payé à un membre du Groupe de Sociétés (en ce compris pour les places de stationnement); (b) des concessions faites à un membre du Groupe de Sociétés (qui sont reconnues par la Société) qui sont dans la nature des revenus; (c) du loyer ou de l'assurance couvrant l'interruption des affaires, et l'assurance dommages et responsabilités dans la mesure où un membre du Groupe de Sociétés les a reçues (qui sont reconnues par la Société); (d) des fonds rendus disponibles dans la mesure où ces fonds sont retirés des comptes de réserve de la Société et déposés sur les comptes d'exploitation de la Société; (e) des recettes de la vente ou autre cession de la Propriété; (f) des recettes du financement, refinancement ou titrisation de la Propriété; (g) des autres revenus et recettes réalisés par un membre du Groupe de Sociétés (qui sont reconnus par la Société);

ROFO (Droit de Préemption ou de Premier Refus)	signifie la vente par la Société ou SPV (selon le cas) et l'achat par l'Associé de la Propriété ou d'une partie de celle-ci qui aura lieu à la date indiquée par cet Associé dans la notification en question en vertu des dispositions du Pacte d'Associés;
Secteur Concurrentiel	signifie le secteur qui se trouve dans un rayon de deux (2) milles (environ 3 km) de la Propriété;
Secteur Foncier Concurrentiel	signifie un immeuble ou immeuble polyvalent (autre que la Propriété) situé dans le Secteur Concurrentiel qui a une superficie en matière d'espace de bureaux de plus de cinquante mille (50.000) mètres carrés, mais à l'exclusion d'un immeuble ou immeuble polyvalent qui: <ul style="list-style-type: none"> (a) est évalué (sur la base du prix d'achat proposé pour ce bien ou, en cas d'échange d'actifs, sur la base de la valeur normale du marché) à plus de quatre cent vingt-cinq livres sterling (GBP 425) par mètre carré en ce qui concerne la superficie nette interne; ou (b) a une valeur locative estimée cible qui est vingt-cinq pour cent (25%) au-dessus ou vingt pour cent (20%) en -dessous du loyer facial prévu dans le Plan d'Activités en vigueur ou le Budget Annuel en rapport avec la Propriété calculée soit sur (i) une base locative ou (ii) une base du loyer effectif net (c'est-à-dire en tenant compte des périodes d'exonération de loyers, des indemnités d'équipement et/ou tout autre avantage monétaire ou d'une valeur pécuniaire (ensemble, les «Avantages») et, pour les besoins du calcul de la base du loyer effectif net, en amortissant les Avantages au cours de la période considérée jusqu'à expiration du bail ou jusqu'à la prochaine résiliation du bail du locataire, selon la période la plus courte); ou (c) a une durée de bail moyenne pondérée de plus de sept (7) ans et qui n'est pas soumis à plus de vingt mille (20.000) mètres carrés de baux destinés à l'usage des bureaux qui expirent ou qui sont assujettis à rupture au bout d'une période de vingt-quatre (24) mois consécutifs pendant les six (6) premières années; ou (d) est un immeuble de bureau qui a historiquement eu des suites bureautiques de moins de sept mille cinq cents (7.500) mètres carrés chacune et le plan d'activités prévu de MREF (ou ses affiliés) pour ce bien démontre (selon l'avis raisonnable d'Oaktree) que cet usage sera maintenu;
Société	a la signification qui lui est attribuée à l'article 1.;
Société Mère d'Oaktree	signifie l'une des sociétés appartenant au groupe OCM Luxembourg ROF VI S.à r.l. ou OCM Luxembourg OPPS VIIIb S.à r.l.;
SPV	signifie Bond Property Holdings S.à r.l. ou une Filiale de la Société;
Statuts	a la signification qui lui est attribuée à l'article 1.1.;
Sûreté Pertinente	Signifie les Parts Sociales, les PECs, les Prêts Prioritaires ou tout intérêt légal ou bénéficiaire dans l'une des recettes qui précèdent;
Tiers	signifie, concernant la Groupe de Sociétés, toute personne qui n'est pas un membre du Groupe d'Associés;
Total des Fonds Propres	signifie concernant un Associé, le montant total de temps à autre des paiements effectués à la Société par l'Associé concerné par la souscription aux Parts Sociales ou la souscription aux PECs ou les apports au compte d'affectation spécial des capitaux propres de la Société, ou la souscription aux Parts Sociales qui sont en Défaut de Paiement, en vertu des conditions du Pacte d'Associés;
Transaction Oaktree Autorisée	signifie tous contrats ou arrangement entre un membre du Groupe de Sociétés, d'une part, et Oaktree ou un membre du Groupe Oaktree, d'autre part, dans le but de fournir des services de gestion d'actifs pendant la période qui s'étend de la résiliation du Contrat de Gestion des Actifs avec un Gestionnaire des Actifs Moorfield jusqu'à la nomination d'un Gestionnaire des Actifs de remplacement qui: <ul style="list-style-type: none"> (a) n'a pas une durée supérieure à six (6) mois; et (b) est conclu dans des conditions normales et similaires;
TRI	signifie le «taux de rendement interne» qui est calculé à compter de la date ultérieure à laquelle les fonds sont apportés à une Société et de la date à laquelle la Réalisation est effectuée en appliquant la Fonction TRI aux flux de trésorerie applicables distribués à Oaktree conformément aux dispositions du Pacte d'Associés à condition que les montants apportés par Oaktree en tant que Prêt Prioritaire, Apport au Déficit en Capital ou Prêt-Relais (et le rendement perçu pour ce Prêt Prioritaire, Apport au Déficit en Capital ou Prêt-Relais) ne soient pas inclus dans le calcul du TRI.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ deux mille Euros (2.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires des parties comparantes, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: A.-C. WAX, S. JOLY-MEUNIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 25 juillet 2013. Relation: LAC/2013/34851. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013121610/1846.

(130147848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2013.

BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 156.544.

Der Jahresabschluss vom 30.06.1013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 15. Juli 2013.

Für: *BON AVENIR S.A., société de gestion de patrimoine familial*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013097586/16.

(130118969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 63.960.

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth of June.

Before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,
is held

an extraordinary general meeting of shareholders of "DYNAMIC ASSET Management COMPANY (Luxembourg) S.A.", a société anonyme having its registered office in Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 63.960, incorporated pursuant to a notarial deed dated 3rd April 1998, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 395 of 30th May 1998 (hereafter the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the under-signed notary dated 26th September 2007, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 2587 of 13th November 2007.

The meeting is opened at 2:30 p.m., with Mr Claude BETTENDORFF, employee of BCEE, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mr Jeff SCHMIT, employee of BCEE, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Orlando MARTIN, employee of BCEE, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) Amendment of article 3 of the Articles of Incorporation as follows:

The object of the Corporation is the collective portfolio management of one or several Luxembourg and/or foreign collective investment funds according to the Directive 2009/65/CE, as amended («UCITS») and of other Luxembourg and foreign collective investment funds not covered by this Directive, on behalf of their unitholders or shareholders.

The activity of collective portfolio management of investment funds includes the following functions:

- Investment Management. In this connection, the Corporation may, for the account of investment funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the investment funds under management. This enumeration is not exhaustive.

- Administration of investment funds. This function includes all activities listed under «Administration» in Annex II of the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (the 2010 Law), i.e. namely (i) the valuation of the investment fund's portfolios and the pricing of the units/shares, (ii) the issue and redemption of the units/shares of the investment funds, (iii) the maintenance of units/shares holder registers, and (iv) the record keeping of transactions. This enumeration is not exhaustive.

- Marketing of the units/shares of the investment funds in Luxembourg and abroad.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches.

The Corporation may also administer its own assets on an ancillary basis and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, subject to all applicable laws.

The Corporation may, within the limits of chapter 15 of the 2010 Law, carry out all activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

2) Amendments of article 5, of article 18 and of article 24.

II.- That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled *ne varietur* by the persons appearing.

III.- That the whole share capital being present or represented at the present meeting, no convening notices were necessary, the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV.- That the present meeting representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to amend article 3 of the articles of incorporation of the Company so as to give it henceforth the following wording:

" **Art. 3.** The object of the Corporation is the collective portfolio management of one or several Luxembourg and/or foreign collective investment funds according to the Directive 2009/65/CE, as amended («UCITS») and of other Luxembourg and foreign collective investment funds not covered by this Directive, on behalf of their unitholders or shareholders.

The activity of collective portfolio management of investment funds includes the following functions:

- Investment Management. In this connection, the Corporation may, for the account of investment funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the investment funds under management. This enumeration is not exhaustive.

- Administration of investment funds. This function includes all activities listed under «Administration» in Annex II of the law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (the 2010 Law), i.e. namely (i) the valuation of the investment fund's portfolios and the pricing of the units/shares, (ii) the issue and redemption of the units/shares of the investment funds, (iii) the maintenance of units/shares holder registers, and (iv) the record keeping of transactions. This enumeration is not exhaustive.

- Marketing of the units/shares of the investment funds in Luxembourg and abroad.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches.

The Corporation may also administer its own assets on an ancillary basis and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, subject to all applicable laws.

The Corporation may, within the limits of chapter 15 of the 2010 Law, carry out all activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose."

Second resolution

The general meeting resolves to renew the authorized capital of the Company and consequently, to amend fourth paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company so as to give it henceforth the following wording:

" **Art. 5. (4th paragraph).** This authorization shall be valid during a period expiring five years after the date of publication of the notarial deed of 19 June 2013 to the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations and may be renewed by a general meeting of shareholders."

Third resolution

The general meeting resolves to amend last paragraph of article 18 and article 24 of the articles of incorporation of the Company so as to give them henceforth the following wording:

" **Art. 18. (last paragraph).** The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2010 Law."

" **Art. 24.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law as well as with the 2010 Law."

There being no further items on the agenda, the meeting is closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that, upon request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; and upon request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

After reading and interpretation to the appearers, the said appearers signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf juin.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DYNAMIC ASSET Management COMPANY (Luxembourg) S.A.»,

ayant son siège social à Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 63.960, constituée suivant acte notarié en date du 3 avril 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 395 du 30 mai 1998 (ci-après la «Société»).

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 26 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2587 du 13 novembre 2007.

L'assemblée est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Claude BETTENDORFF, employé de la BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Jeff SCHMIT, employé de la BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Orlando MARTIN, employé de la BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Modification de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

La Société a pour objet la gestion collective de portefeuille d'un ou plusieurs organismes de placement collectifs luxembourgeois ou étrangers conformément à la Directive 2009/65/CE telle que modifiée ("OPCVM") et d'autres organismes de placement collectifs luxembourgeois ou étrangers non couverts par cette Directive, pour le compte de ses porteurs de parts ou actionnaires.

La gestion collective de portefeuille des organismes de placement comprend les fonctions suivantes:

- Gestion de portefeuille. A ce titre, la Société de gestion pourra, pour le compte de l'organisme de placement, (i) fournir tout conseil en investissement ou prendre toute décision d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter,

vendre, échanger et délivrer tout type de valeurs mobilières et/ou d'autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tout droit de vote relatif aux titres détenus par l'organisme de placement géré. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Administration des organismes de placement collectif. Cette fonction comprend les activités mentionnées sous "Administration" à l'annexe II de la Loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectifs, telle que modifiée (la «Loi de 2010»), à savoir respectivement (i) l'évaluation des portefeuilles et l'évaluation des parts ou actions des organismes de placement, (ii) l'émission et le rachat de parts ou actions des organismes de placement, (iii) la tenue du registre des porteurs de parts ou actionnaires des organismes de placement, et (iv) l'enregistrement et la conservation des opérations. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Commercialisation des parts/actions des organismes de placement au Luxembourg et à l'étranger.

La Société pourra fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et pourra à cet effet établir des bureaux ou succursales.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations et activités qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans le respect de toutes les lois applicables.

La Société peut, dans les limites du chapitre 15 de la Loi de 2010, exercer toutes activités qui peuvent être utiles à l'accomplissement de son objet social.

2) Modifications des articles 5, 18 et 24 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société a pour objet la gestion collective de portefeuille d'un ou plusieurs organismes de placement collectifs luxembourgeois ou étrangers conformément à la Directive 2009/65/CE telle que modifiée ("OPCVM") et d'autres organismes de placement collectifs luxembourgeois ou étrangers non couverts par cette Directive, pour le compte de ses porteurs de parts ou actionnaires.

La gestion collective de portefeuille des organismes de placement comprend les fonctions suivantes:

- Gestion de portefeuille. A ce titre, la Société de gestion pourra, pour le compte de l'organisme de placement, (i) fournir tout conseil en investissement ou prendre toute décision d'investissement, (ii) conclure des contrats, (iii) acheter, vendre, échanger et délivrer tout type de valeurs mobilières et/ou d'autres types d'actifs autorisés, (iv) exercer tout droit de vote relatif aux titres détenus par l'organisme de placement géré. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Administration des organismes de placement collectif. Cette fonction comprend les activités mentionnées sous "Administration" à l'annexe II de la Loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectifs, telle que modifiée (la «Loi de 2010»), à savoir respectivement (i) l'évaluation des portefeuilles et l'évaluation des parts ou actions des organismes de placement, (ii) l'émission et le rachat de parts ou actions des organismes de placement, (iii) la tenue du registre des porteurs de parts ou actionnaires des organismes de placement, et (iv) l'enregistrement et la conservation des opérations. Cette énumération n'est pas exhaustive.

- Commercialisation des parts/actions des organismes de placement au Luxembourg et à l'étranger.

La Société pourra fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et pourra à cet effet établir des bureaux ou succursales.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations et activités qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans le respect de toutes les lois applicables.

La Société peut, dans les limites du chapitre 15 de la Loi de 2010, exercer toutes activités qui peuvent être utiles à l'accomplissement de son objet social.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de renouveler le capital autorisé de la Société et par conséquent de modifier le quatrième paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. (quatrième paragraphe).** Cette autorisation sera valide jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et pourra être renouvelée par une assemblée générale d'actionnaires.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le dernier paragraphe de l'article 18 et l'article 24 des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 18. (dernier paragraphe).** Le réviseur d'entreprises agréé remplira toutes les fonctions prescrites par la Loi de 2010.»

« **Art. 24.** Toutes matières qui ne sont pas régies par ces Statuts seront réglées conformément à la Loi de 1915 ainsi qu'avec la Loi de 2010.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont évalués à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version en français; et sur demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. BETTENDORFF, J. SCHMIT, O. MARTIN et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juin 2013. LAC/2013/28605. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100476/212.

(130122360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2013.

BP Capellen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 95.609.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Par mandat

Me Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2013097591/12.

(130118320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Brixon International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 126.930.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé en date du 12 juillet 2013:

- Acceptation de la démission, avec effet au 23 avril 2013, de Madame Catherine Peuteman, gérant de la société. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013097594/12.

(130119064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.
